

Les provinces disent non aux baisses d'impôt

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Les premiers ministres des provinces et territoires qui rencontrent aujourd'hui Stephen Harper pour discuter des moyens

d'éviter la crise économique lui déconseilleront de réduire les impôts. À l'instar du chef libéral Michael Ignatieff, ils estiment qu'Ottawa devrait plutôt utiliser son argent pour aider les chômeurs et les travailleurs en situation précaire.

«Nous croyons que réduire les impôts pour du monde qui ne travaille pas, ça n'a pas beaucoup d'effet. Il faut d'abord avoir une préoccupation pour ceux qui se trouvent en situation de chômage», a lancé le premier ministre du

Québec, Jean Charest, à son arrivée à Ottawa hier après-midi.

Ses homologues et lui se sont rencontrés pour

VOIR PAGE A 10: PROVINCES

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. C N° 6

LE VENDREDI 16 JANVIER 2009

1.10\$ + TAXES = 1.25\$

L'ONU touchée à Gaza

Israël abat un des chefs du Hamas, mais frappe aussi un hôpital et un complexe des Nations unies



Un employé de l'UNRWA, la principale agence d'aide de l'ONU dans le territoire palestinien, observe l'incendie qui ravage les installations de l'organisme à Gaza à la suite d'un bombardement israélien.

CLAUDE LÉVESQUE

Alors que semblait poindre un mince espoir de cessez-le-feu, les forces armées israéliennes ont poursuivi hier leur offensive contre le Hamas pour une vingtième journée consécutive, tuant un des chefs du mouvement islamiste, mais frappant aussi des objectifs civils, dont un complexe de l'ONU, un hôpital et un bâtiment occupé par des médias dans la bande de Gaza.

Ces derniers bombardements ont suscité de vives réactions partout dans le monde.

De source égyptienne, on a laissé entendre hier que les deux parties au conflit avaient accepté la proposition de cessez-le-feu mise en avant la semaine dernière par le président Hosni

Moubarak. Dans un entretien télévisé en Syrie, où il se trouve en exil, le chef politique du Hamas, Khaled Méchaal, a cependant réclaté, une fois de plus, le retrait des troupes israéliennes du territoire palestinien comme condition préalable à un cessez-le-feu.

Selon une source égyptienne également, Israël aurait donné hier, au Caire, «une réponse totalement favorable» au plan Moubarak, et on avait espéré un moment que cette nouvelle serait confirmée en soirée, après le retour de l'émissaire israélien à Jérusalem.

L'Etat hébreu a cependant différé sa réponse, annonçant plutôt le départ de sa ministre des Affaires étrangères, Tzipi Livni, pour Washington, où elle doit participer à des pourparlers sur la sécurisation de la frontière entre l'Égypte et la bande de Gaza. Le plan de paix égyptien, de même que la résolution du Conseil de sécurité de vendredi dernier appelant à un cessez-le-feu, exigent la fin de la contrebande d'armes le long de cette frontière.

Trois employés de l'Office des travaux et des secours pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) ont été blessés hier par des obus de chars tombés sur son complexe dans la bande de Gaza, selon un porte-parole de cette agence, qui a de nouveau suspendu ses opérations hier. Ces tirs d'artillerie auraient détruit d'importantes quantités de vivres et de fournitures humanitaires.

L'organisation caritative CARE a elle aussi

VOIR PAGE A 10: GAZA



Des soldats israéliens préparent leur tank en vue d'une offensive dans la bande de Gaza.

À lire aussi en pages A 4 et B 9

■ La CSN et Québec solidaire se dissocie des propos haineux ■ La frontière de Rafah, clé d'un arrêt des combats à Gaza

Québec poursuit Attractions Hippiques pour 800 000 \$

KATHLEEN LÉVESQUE

Québec vient de loger une poursuite de 800 000 \$ contre Attractions hippiques, qui ne paie plus le loyer et les taxes municipales de l'Hippodrome de Montréal depuis juillet dernier.

Attractions hippiques loue pour 1 \$ par année à la Société nationale du cheval de course (SONACC), le bras hippique du gouvernement du Québec, les installations de l'Hippodrome de Montréal (bâtiment principal, écuries, piste). En contrepartie de cette somme symbolique, l'entreprise doit payer les frais d'assurance et les taxes municipales. En 2008, le compte de taxes montréalais s'élevait à près de 1,3 million de dollars.

Depuis que l'entreprise Attractions hippiques du sénateur Paul J. Massicotte s'est placée sous la protection de la Loi sur les arrangements avec

VOIR PAGE A 10: POURSUITE

Hydro-Québec est en voiture

Le 41^e Salon de l'auto de Montréal s'ouvre sur l'annonce d'une entente pour la production de 110 véhicules électriques équipés d'un moteur québécois

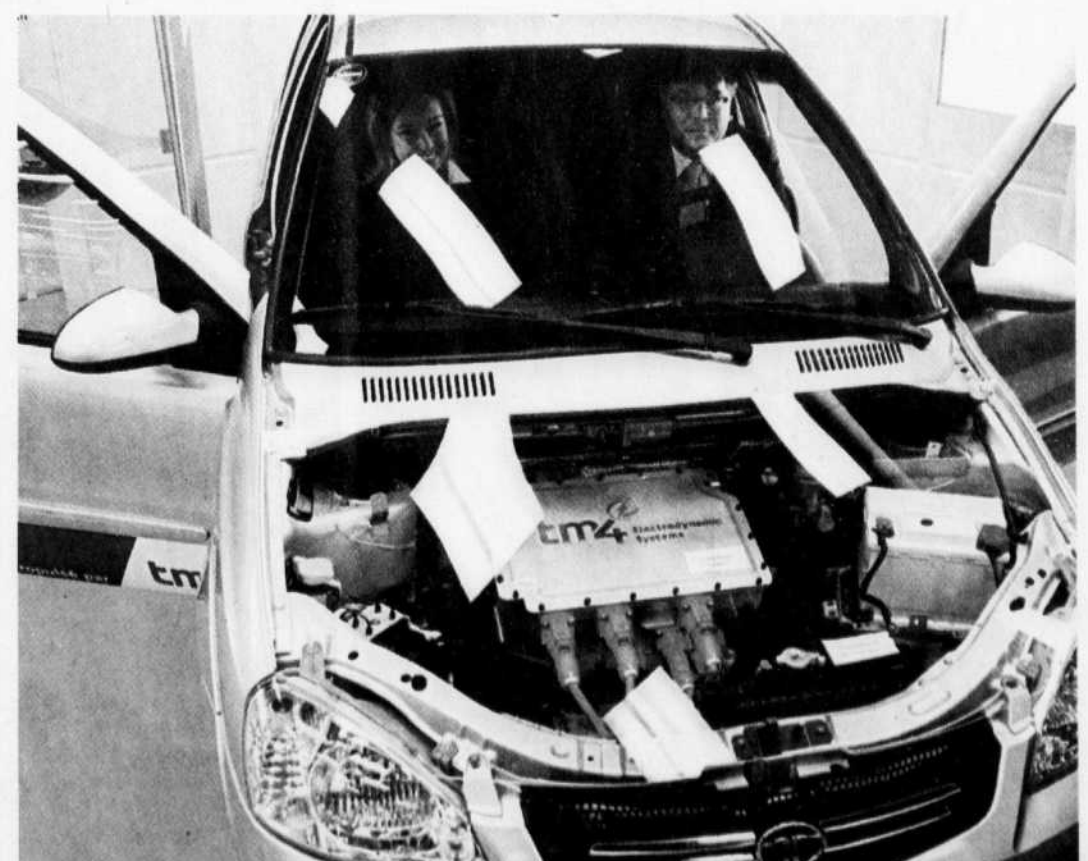
LOUIS-GILLES FRANCŒUR

Le président d'Hydro-Québec, Thierry Vandal, et le ministre des Ressources naturelles et de la Faune, Claude Béchar, ont profité du 41^e Salon de l'auto de Montréal pour annoncer hier la conclusion d'une entente de principe entre TM4 et la danoise Miljo Innovasjon, propriété du géant indien Tata Motors, pour équiper 110 voitures électriques du moteur développé par la filiale de la société d'Etat québécoise.

Ce «premier pas», selon le mot du ministre Béchar, vers une production de voitures électriques destinées au marché européen et international a été franchi au moment où l'Ontario signait une entente avec Better Place. Ce promoteur international de la mobilité tout électrique fournit des bornes de recharge à des villes et régions du globe qui veulent s'équiper d'un parc roulant électrique. Jusqu'ici, Israël a signé une entente avec Better Place, entente prévoyant l'installation d'un réseau pouvant alimenter partout au pays 100 000 voitures, dont Better Place doit commencer la livraison entre 2011 et 2020.

L'Ontario espère par cette entente prendre de vitesse le Québec, qui voudrait devenir l'épicentre de la motorisation électrique au Canada. Better Place installera son siège social en Ontario, construira un centre de formation et de démonstration pour véhicules électriques à Toronto — un concurrent direct du nouveau Centre national de transport avancé (CNTA) de Saint-Jérôme —, et l'Ontario facilitera la présence de ce mode de transport sur ses routes.

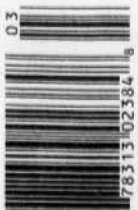
VOIR PAGE A 10: AUTO



La Indicia, équipée d'un moteur électrique développé par la québécoise TM4, est devenue une vedette instantanée du Salon de l'auto de Montréal.

INDEX

Annonces.....	B 6	Monde.....	B 9
Avis publics..	A 4	Mots croisés.	B 7
Cinéma.....	B 3	Nature.....	B 8
Décès.....	B 6	Resto.....	B 7
Éditorial.....	A 8	Sudoku.....	A 4
Idées.....	A 9	Télévision.....	B 2
Météo.....	B 6	Week-end.....	B 1



ACTUALITÉS

Investissements dans les infrastructures

Les maires exigent d'Ottawa rapidité et simplicité

JEANNE CORRIVEAU

En compagnie de ses homologues des grandes villes canadiennes, le maire Gerald Tremblay a réclamé hier du gouvernement fédéral qu'il élimine les tracasseries administratives liées aux investissements dans les infrastructures.

Réunis à Ottawa, à quelques heures du début de la rencontre des premiers ministres, les maires ont émis quelques mises en garde à l'endroit du gouvernement Harper, qui déposera son budget le 27 janvier. Le gouvernement Harper paraît disposé à investir dans les infrastructures pour contrer la récession, et les maires ont sous la main toute une série de projets qui pourraient être mis en chantier dès le printemps afin de créer des milliers d'emplois à court terme.

Un doute persiste toutefois dans l'esprit des maires, qui ne veulent pas s'embourber dans les dédales bureaucratiques. Si l'on veut mettre des projets en chantier rapidement, inutile de songer à un programme semblable à celui de Chantiers Canada, qui nécessite des investissements à parts égales des trois ordres de gouvernement, a rappelé Gerald Tremblay lors d'un entretien téléphonique hier après-midi.

Il a cité le projet du Quartier des spectacles pour illustrer ses propos. Montréal n'a jamais vu la couleur des 40 millions de dollars promis par Ottawa, et la Ville a dû avancer 50 millions pour mettre en branle le projet. «Je n'avais pas le choix,

sinon on aurait été accusés d'immobilisme», a expliqué M. Tremblay. Même scénario pour le Super Peps à Québec et le projet d'agrandissement du Musée des beaux-arts de Montréal, qui attendent toujours les sommes promises par Ottawa.

La formule doit être simple. Les municipalités doivent avoir un accès rapide à l'argent et les contrôles doivent se faire a posteriori, insistent les maires. Gerald Tremblay soutient que les critères devront être connus au moment du dépôt du budget fédéral: «Sinon, on tombera encore dans une négociation qui ne se terminera pas et on ne sera pas opérationnels.»

Les élus municipaux ont pu s'entretenir avec le

ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités, John Baird, mais la rencontre n'a pas permis aux maires d'obtenir les garanties souhaitées. Le ministre Baird a eu une «écoute attentive», a indiqué le maire Tremblay. «Mais comprendre, c'est une chose. Entendre, c'est autre chose, a-t-il dit. Ce qui me fait peur, c'est que dans le budget, on ait un gros chiffre, mais que les critères viennent après le budget. Dans combien de temps? Qui va nous dire ça? On a une crise économique. Ma réserve au sujet de l'écoute attentive, elle est là. Il me semble qu'après toutes les représentations qui ont été faites par les partis d'opposition, par les maires des grandes villes et par les premiers ministres, ils pourraient avoir des réponses.»

Le Devoir

EN BREF

Ignatieff se défend d'avoir débauché un conseiller de Harper

Vancouver — Le chef du Parti libéral, Michael Ignatieff, a nié hier avoir approché un conseiller du bureau du Conseil privé pour lui offrir un emploi, et a affirmé que c'était plutôt Kevin Chan qui avait proposé ses services à son ancien professeur à Harvard. La manœuvre a fait des vagues au sein du gouvernement conservateur, qui craint que M. Chan ne révèle des secrets au chef de l'opposition. Mais M. Ignatieff pense que M. Chan, l'un des meilleurs étudiants canadiens à qui il a enseigné à Harvard, est un fonctionnaire responsable et qu'en vertu de son grand sens des responsabilités, il ne dévoilera aucune information confidentielle. Le chef libéral a également assuré qu'il ne poserait à M. Chan aucune question inappropriée. — La Presse canadienne

Les autochtones réclament trois milliards

Ottawa — Les leaders autochtones souhaitent que le gouvernement fédéral injecte trois milliards de dollars dans le budget du 27 janvier pour répondre à leurs besoins. Le grand chef de l'Assemblée des Premières Nations, Phil Fontaine, a présenté ses revendications lors d'un point de presse à Ottawa, hier, peu avant la rencontre qui s'est tenue en soirée entre les leaders autochtones et les premiers ministres des provinces et celui du Canada. Il souhaite qu'Ottawa investisse dans des domaines allant du logement social à l'éducation en passant par l'accès à l'eau potable. A son avis, il faut éviter que la crise économique éclipe les revendications des peuples autochtones, moins choyés que d'autres groupes au Canada. — La Presse canadienne

Incendie mortel dans une résidence pour personnes âgées

Saguenay — Une personne a péri et trois autres manquaient toujours à l'appel, hier soir, à la suite d'un violent incendie qui a complètement anéanti une résidence pour personnes âgées du secteur Chicoutimi-Nord, à Saguenay. Les autorités saguenéennes espèrent que ces trois pensionnaires ont été pris en charge par leurs familles et ont simplement oublié de se rapporter. Elles demandent d'ailleurs aux familles qui auraient pris en charge un sinistré sans en aviser les services d'urgence de les contacter. S'ils demeurent sans nouvelles, les policiers et pompiers devraient continuer à fouiller les débris du Foyer Belle Génération, rue Roussel, ce matin. Les fouilles ont débuté hier soir. Le travail s'annonce ardu, puisqu'une épaisse couche de glace recouvre les ruines du bâtiment. Les flammes ont pris naissance peu avant 5h30, hier matin, dans cette résidence de 67 chambres abritant 70 personnes âgées, dont plusieurs à mobilité réduite. — La Presse canadienne

Cathie Gauthier restera détenue

Saguenay — De crainte qu'elle ne tente à nouveau d'en finir, la seule survivante du pacte de suicide dans lequel ses trois enfants et son mari ont péri, à Saguenay, Cathie Gauthier, demeurera détenue jusqu'à la fin des procédures judiciaires entreprises contre elle. Mme Gauthier restera donc détenue à l'hôpital de Chicoutimi, où elle reçoit des soins depuis le jour de la tragédie, jusqu'à nouvel ordre. «La décision a été prise en plein accord avec elle, a dit M^r Dominic Bouchard, lors d'un entretien avec le Journal de Québec, hier. Je n'ai pas eu besoin d'insister. Et je n'aurais pas voulu porter l'odieux si elle était sortie et qu'elle avait attenté à ses jours.» — La Presse canadienne

C'est la première cigarette qu'il faudrait écraser sans hésiter

Nul besoin de fumer tous les jours pour développer une dépendance



ALEXANDRE SHIELDS

Les adolescents qui commencent à fumer la cigarette développent une dépendance bien avant que ce geste ne devienne quotidien ou même hebdomadaire, ce qui rend la tâche d'arrêter cette mauvaise habitude encore plus ardue. C'est ce que conclut une étude menée pendant une décennie auprès de jeunes Québécois et dévoilée hier en prévision de la Semaine québécoise pour un avenir sans tabac.

«Pendant plusieurs années, la communauté scientifique a cru que l'accoutumance à la nicotine se développait seulement après deux ou trois ans de consommation régulière, explique la Dre Jennifer O'Loughlin, chercheuse principale de cette étude intitulée NICO. Notre étude révèle au contraire que les symptômes de dépendance à la nicotine, y compris les états de manque, apparaissent rapidement, bien avant la consommation hebdomadaire et quotidienne.»

En fait, précise-t-elle, «la première bouffée initie une dépendance dont il peut être très difficile de se défaire». Les chercheurs, qui ont suivi une cohorte de 1293 jeunes Québécois depuis 1999, ont effectivement pu découvrir qu'une fois qu'ils deviennent accros, il leur est très difficile d'arrêter de fumer. Sur 68 % de ceux qui tentent de cesser de fumer, 92 % rechutent après un an d'essai.

Les données recueillies permettent en outre de déboulonner certains mythes, puisqu'elles démontrent que les filles qui fument n'ont pas un poids moindre que celles qui ne fument pas. De plus, le tabagisme ralentirait la croissance des garçons, et, par conséquent, leur taille à l'âge adulte. Les recherches effectuées ont montré qu'un adolescent qui fume de 10 à 12 cigarettes par jour depuis la première secondaire sera moins grand de cinq centimètres à la fin de ses études se-

condaires qu'un adolescent qui ne fume pas ou qui fume peu. «Ce résultat révélateur aide à déconstruire le mythe que fumer est un comportement viril», se réjouit le directeur général du Conseil québécois sur le tabac et la santé, Mario Bujold.

Par ailleurs, des facteurs génétiques contribuent à «un risque élevé de conversion à la dépendance à la nicotine», selon ce qui ressort de l'étude. En effet, les individus qui possèdent les marqueurs génétiques «CYP2A6» métabolisent plus lentement la nicotine, ce qui les rend plus rapidement dépendants du tabac.

L'ensemble de ces conclusions ont été présentées hier en prévision de la Semaine québécoise pour un avenir sans tabac, qui se déroulera du 18 au 24 janvier. On espère ainsi convaincre les quelque 1,4 million de fumeurs de la province d'écraser. Parmi les façons de faire passer le message, des témoignages de 16 personnalités publiques sont présentés à la télévision, dans le cadre d'une campagne ayant pour thème «Parce que je t'aime, je veux t'offrir un monde sans fumée».

Le directeur national de santé publique, Alain Poirier, dit également souhaiter que le gouvernement s'attaque au commerce des cigarettos, de plus en plus populaires auprès des jeunes. D'après les données recueillies par Santé Canada en 2006, 15 % des jeunes de 15 à 19 ans avaient fumé des cigarettos au cours des 30 jours précédents, alors que seulement 3 % des Canadiens de plus de 25 ans en avaient fumé. Selon l'agence de sondages AC Nielsen, les cigarettos constituent un produit de consommation en pleine expansion. Les conservateurs ont promis de mieux encadrer la vente au cours de la dernière campagne électorale.

Le Devoir

Connais-toi toi-même.
Temple d'Apollon à Delphes

MONIQUE PARENT

— psychanalyste —

Outremont

514 750-2961

Solde

Papeterie
Gasse - NoisetteNous tenons en inventaire L'AGENDA MODERNE,
agenda MIGNON, Exacompta, etc.Agendas, papeteries fines, cartes, plumes et stylos,
albums de photos, articles de bureau

445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone : 514-498-0000

Heures d'ouverture :

du lundi au vendredi de 10h 00 à 18h 00
les samedis et dimanches de 10h 00 à 16h 30

Solde Annuel



GEORGES LAOUN OPTICIEN

50%
d'escompte sur
toutes nos montures*
à l'achat de verres.Mois blanc
2 au 31 janvier 2009

Examens de la vue tous les jours du 2 janvier au 8 février.

Boutique Saint-Denis ouverte les dimanches durant le solde

*Adidas et Alain Mikli exceptés.

514-844-1919
4012 Saint-Denis,
coin DuluthACUVUE
MARQUE DE LENTILLES CORRECTIVES514-985-0015
1368 Sherbrooke ouest,
Dans l'édifice du Musée
des beaux-arts

SOLDES

AUTOMNE-
HIVER
2008-2009

30% à 70%

Vêtements d'enfants 0 à 18 ans
Vêtements de maternité1007, RUE LAURIER
OUEST, OUTREMONT
TÉL.: (514) 274-2442

SP La vie avec la sclérose en plaques.

La sclérose en plaques
ne bouleverse pas que la vie
d'une seule personne à la fois.
Elle bouleverse des familles entières.SP Société canadienne
de la sclérose en plaques
1 800 268-7582 www.scleroseenplaques.ca

POLITIQUE

Obama: l'énigme européenne



CHRISTIAN RIOUX

Mardi prochain, jour du sacre d'Obama, la terre va s'arrêter de tourner. J'imagine que c'est ainsi que nos aîeux ont vécu celui de la reine Victoria. Il n'y avait alors ni radio, ni télévision, ni Internet, mais cela n'empêchait pas l'événement d'avoir un écho dans les coins les plus reculés du monde. La nouvelle arrivait avec un peu de retard. Cela changeait-il vraiment quelque chose? On ne cesse de répéter, avec un bel anglicisme, que nous pourrions vivre l'événement «en temps réel». Comme si l'on ne parlait pas déjà que de ça! Autrefois l'actualité arrivait en retard. Elle précède aujourd'hui l'événement. Je vous laisse deviner quelle époque est la plus irréaliste...

A Paris, le temps semble avoir suspendu son vol. À la mairie se tiendra une grande soirée Obama. Le maire socialiste, Bertrand Delanoë, réunira le gratin pour une grande messe en l'honneur du nouveau président. Dans les journaux et les magazines, il n'y en a que pour lui. Gauche ou droite, peu importe. Il n'y a guère que le leader d'extrême droite Jean-Marie Le Pen qui n'ait pas essayé de surfer sur la vague Obama.

Bien avant les socialistes, le premier à avoir flairé la bonne affaire se nomme Nicolas Sarkozy. Rappelez-vous, en novembre dernier, lorsque le président a claqué la porte du sommet de la francophonie à Québec, 36 heures après son arrivée. Il devait impérativement rejoindre George W. Bush pour, disait-il, «refonder le capitalisme». On sait maintenant que, discrètement, il faisait tout pour rééditer l'exploit de Jacques Chirac qui, huit ans plus tôt, avait été le premier chef d'État à rencontrer George W. Bush avant son couronnement. Pendant que Sarkozy vantait l'unité canadienne à la citadelle de Québec, il s'assurait qu'un avion militaire se tienne prêt à décoller sur la base militaire d'Edwards, près de Washington. Même président de l'Union européenne, Sarkozy n'est cependant pas parvenu à forcer la porte d'Obama à Chicago. C'est à peine si le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, a pu arracher une rencontre à son amie Madeleine Albright, conseillère informelle du candidat démocrate.

L'entourage d'Obama regorge de personnalités qui connaissent très bien l'Europe. Son conseiller en matière de Sécurité nationale, James Jones, a grandi à Paris et parle mieux français que Stephen Harper. Mais les autres crochus du nouveau président avec le vieux continent restent une énigme. Le profil de ce métis qui a grandi à Hawaï et en Indonésie semble plus tourné vers l'Asie. On ne lui connaît que trois séjours en Europe, dont un lorsqu'il était encore étudiant. Voilà pourquoi, mardi prochain, les dirigeants européens auront presque autant de raisons de s'inquiéter que de se réjouir.

Sur l'Iran, la proposition de dialoguer avec Téhéran sans préalables, réitérée cette semaine par Hillary Clinton, réduirait à néant la démarche échafaudée depuis des années par l'Union européenne. Or, l'Iran est un des dossiers où l'Europe se targue de pouvoir jouer un rôle majeur. À l'Élysée, on craint aussi la relance des discussions sur le désarmement nucléaire proposée par Obama. Accueilli favorablement en Allemagne, le projet inquiète la France, à laquelle l'arme atomique permet d'accéder au club des grandes puissances.

Déjà, les Européens ont demandé à Obama de mettre la résolution du conflit israélo-palestinien au cœur de sa politique étrangère. Dans les grands think tanks de Washington, plusieurs estiment aussi que le président devrait accorder sa priorité au conflit. Le grand politologue Walter Russel Mead appelle à une «révolution copernicienne» en la matière, permettant enfin de prendre en considération non seulement la sécurité d'Israël mais aussi les besoins trop longtemps négligés du peuple palestinien. Même si ces derniers, depuis le coup de force du Hamas à Gaza, n'ont plus guère de représentants fiables.

Mais il ne manque pas d'experts pour penser, au contraire, que seul un esprit suicidaire devrait mettre tous ses œufs dans le conflit palestinien en début de mandat alors même qu'il n'y a plus d'interlocuteur palestinien représentatif et que Benjamin Netanyahu pourrait sortir victorieux des élections du 10 février en Israël. La semaine dernière, Obama a bien annoncé une initiative concernant la Palestine. Mais Hillary Clinton est demeurée vague devant la Commission des Affaires étrangères du Sénat.

Quant au prochain vice-président, Joe Biden, c'est au Pakistan qu'Obama l'a envoyé, pas en Israël. L'Afghanistan représente une autre pomme de discorde avec l'Europe. On doute qu'en pleine récession, les pays européens puissent envisager sereinement d'augmenter leur effort militaire sans avoir l'assurance qu'un pouvoir stable pourra un jour s'installer à Kaboul. Un pouvoir stable dont personne n'a vu la moindre couleur depuis plus de 25 ans.

Avec un nouveau président engagé dans la réduction des gaz à effets de serre, l'Europe pourrait de plus perdre l'initiative sur un des seuls dossiers qui lui permet encore de jouer un rôle d'avant-garde dans le monde.

Certains Européens pourraient alors découvrir avec dépit que le nouveau président n'a d'yeux que pour le reste du monde et qu'il pratique à l'égard de l'Europe la même indifférence que son prédécesseur.

crioux@ledevoir.com

Les conservateurs de Montréal craignent que le parti abandonne la métropole

Christian Paradis mettra en place la nouvelle organisation au Québec après le budget

Le lieutenant politique de Stephen Harper au Québec, Christian Paradis, a fait savoir à plusieurs membres influents du Parti conservateur que la réorganisation des troupes dans la province sera finalisée et annoncée après le budget du 27 janvier. À Montréal, plusieurs militants sont inquiets et espèrent que la métropole ne sera pas oubliée.

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Le ministre Christian Paradis a récemment fait parvenir un courriel à ses organisateurs et à plusieurs membres du caucus au Québec. Selon les informations obtenues par *Le Devoir*, dans sa missive, M. Paradis écrit qu'il ne sert à rien de déployer tous les efforts de réorganisation si le gouvernement est renversé par la coalition PLC-NPD à la fin de janvier, puisque les chances d'élections sont fortes. Des annonces seront donc faites après le budget, assure-t-il.

Christian Paradis s'est d'ailleurs adjoint les services du député Jacques Gourde, à titre de conseiller. Celui-ci est reconnu comme un bon organisateur dans la région de Québec. M. Paradis vient d'ailleurs lui aussi de la grande région de Québec.

Cette proximité avec la capitale dans les hautes sphères du PC incite les militants et organisateurs de Montréal à s'activer pour que la voix de la métropole se fasse entendre dans la restructuration à venir.

Hier soir, une réunion des associations de circonscriptions de l'ouest de l'île de Montréal s'est tenue dans un restaurant de Lachine. Huit circonscriptions étaient représentées. L'organisateur de l'événement, Serge Girard, qui est président de l'association conservatrice de Notre-Dame-de-Grâce-Lachine, affirme que l'objectif est «d'améliorer la pérennité du parti dans la région de Montréal».



JACQUES NADEAU/LE DEVOIR

Les conservateurs n'ont pas fait élire un seul député à Montréal lors du dernier scrutin.

Les présidents de l'ouest de l'île ne seront d'ailleurs pas les seuls à réfléchir aux moyens que le PC doit prendre pour améliorer ses résultats dans la région de Montréal, où il a récolté un maigre 15 % des votes lors du dernier scrutin. Des rencontres similaires sont prévues ailleurs dans la région métropolitaine.

«On voit que le ministre Paradis mijote quelque chose, alors il faut bouger nous aussi. Les esprits ont été échaudés par notre défaite au Québec lors des dernières élections, mais il faut passer à autre chose. Il faut trouver des idées pour relancer le parti, et c'est ce qu'on veut faire», explique Anis Nazar, président de l'association conservatrice de Saint-Laurent-Cartierville, qui était présent à la rencontre d'hier.

De meilleures communications

Selon M. Nazar, il aurait été plus simple d'organiser les troupes avec un ministre de Montréal, qui peut agir localement, «mais les élections ne nous ont pas accordé ce ministre-là, alors on doit

s'organiser autrement», dit-il. Anis Nazar souligne que le parti doit prendre en compte Montréal dans ses orientations à venir. «Pour faire élire nos candidats, il faut un discours qui colle à la réalité de Montréal», ajoute-t-il.

Cette opinion a été entendue plusieurs fois le 18 décembre dernier, au chic club privé St-James, lors d'une réception des conservateurs de la région de Montréal à l'occasion du temps des Fêtes. Une centaine de personnes s'étaient déplacées pour l'événement. «Paradis et Gourde ne connaissent pas très bien Montréal, alors plusieurs militants sont inquiets», affirme une source qui était sur les lieux. Mais on a tous convenu qu'il fallait laisser la chance au coureur. Et l'attitude générale était qu'il fallait les aider et que, pour ça, il n'y a rien de mieux que se prendre en main.

Plusieurs soulignent le manque de communication à l'intérieur du parti. «On ne sait pas sur quoi le parti ou le gouvernement travaille, alors c'est difficile d'intervenir pour les sensibiliser à la réalité montréalaise», dit un militant actif. Peut-être qu'une structure spéciale pour Montréal à l'intérieur du parti pourrait aider, soulignent certains.

Une autre source indique qu'il y a un «malaise» chez les conservateurs de Montréal. «On ne sent pas que nous sommes une priorité pour le parti. On se sent un peu exclus. Comme si les dirigeants avaient décidé que Montréal est trop difficile à conquérir et qu'ils se concentraient ailleurs.»

Ce serait une grande erreur, affirme Alex Bottauci, président de l'association conservatrice de Pierrefonds-Dollard. «Il faut comprendre ce qui est arrivé aux dernières élections et corriger le tir. Et pour ça, il faut de nouvelles idées, que les Montréalais vont apprécier.» Selon lui, la «famille» du PC doit se «regrouper». «Il faut travailler ensemble pour faire élire un député à Montréal et non pas se diviser», dit-il.

Le plan de Christian Paradis fournira peut-être la réponse. Le ministre n'a pas voulu commenter, soutenant qu'il s'exprimerait sur le sujet après le budget.

Le Devoir

Rencontre des premiers ministres

Charest soutire à l'opposition une motion unanime

ROBERT DUTRISAC

Québec — Le premier ministre Jean Charest est parti ragaillardisé pour Ottawa, hier, avec en poche une motion unanime de l'Assemblée nationale. Mais il s'agit d'une lourde commande que la chef de l'opposition officielle, Pauline Marois, évalue à 1,6 milliard.

Lors de la dernière journée de la session extraordinaire de l'Assemblée nationale, qui avait commencé mardi, les députés ont adopté unanimement une motion décrivant les exigences de Québec en vue de la conférence fédérale-provinciale des premiers ministres qui s'ouvre aujourd'hui à Ottawa.

Présentée par le premier ministre, la motion a fait l'objet d'une réécriture par l'opposition dans un «esprit de collaboration» qui est un «indice» de l'esprit qui devrait régner à l'Assemblée nationale au cours des prochaines années, estime M. Charest.

Dans cette motion, l'Assemblée nationale exige qu'Ottawa vienne en aide aux travailleurs, aux

communautés et aux entreprises touchés par le ralentissement économique. Elle insiste pour que le gouvernement fédéral soutienne financièrement les secteurs manufacturier et forestier «à l'instar de qu'il a fait pour l'industrie automobile» de l'Ontario. Les députés ont exigé une bonification du programme d'assurance-emploi, l'accélération des investissements fédéraux dans les infrastructures ainsi que le maintien de la formule actuelle de péréquation. Enfin, l'Assemblée a réitéré son opposition au projet de commission des valeurs mobilières pancanadienne.

«La première et la bonne priorité, c'est les travailleurs», a fait valoir Jean Charest. Quant à la péréquation, le premier ministre a rappelé que le fédéral avait instauré, par une loi, une nouvelle formule «basée sur des principes» il y a 18 mois à peine. Ottawa doit respecter sa parole, a dit M. Charest. «Ça a pris des années à arriver à la solution de 2007. Va-t-on se retaper un autre débat sur le déséquilibre fiscal? Va-t-on recommencer à zéro?», a lancé le premier ministre.

Pauline Marois s'est réjouie que la motion qui a été adoptée ait été «pas mal plus coûteuse» que le projet de motion présenté mercredi soir à l'opposition par le cabinet du premier ministre. Selon la chef péquiste, Jean Charest a beaucoup affaibli son rapport de force en ne reconnaissant pas que la révision du programme de péréquation, tel que projeté par le ministre fédéral des Finances, Jim Flaherty, priverait le Québec d'une somme de un milliard. Elle n'a guère prisé que Monique Jérôme-Forget la tourne en ridicule à ce sujet durant la campagne électorale.

Comme Ottawa s'est engagé à verser 2,8 milliards pour soutenir l'industrie ontarienne de l'automobile, le Québec a droit à une somme de 1,6 milliard de la part du fédéral, a soutenu Mme Marois. Si Jean Charest n'obtient pas cette somme, «il aura échoué bien sûr à nous représenter, à défendre nos intérêts», juge la chef de l'opposition officielle.

Le Devoir

L'ADQ obtiendra la reconnaissance parlementaire en mars

ALEXANDRE ROBILLARD

Ottawa — L'Action démocratique du Québec pourrait être reconnue comme groupe parlementaire au début de la prochaine session grâce à des concessions obtenues du Parti québécois, a indiqué jeudi une source gouvernementale.

La chef péquiste Pauline Marois a accepté d'adopter les éléments du projet de réforme parlementaire qui font consensus, dont celui assouplissant les règles de reconnaissance, a affirmé un membre de la délégation gouvernementale québécoise participant au Conseil de la fédération, à Ottawa.

Avant d'aller rejoindre ses homologues dans la capitale fédérale, le premier ministre Jean Charest a convenu, avec Mme Marois, que les leaders parlementaires des deux partis travailleront en ce sens afin de déposer un projet de modifications des règles parlementaires en mars prochain, a indiqué cette source, qui a requis l'anonymat.

«Le premier ministre lui a demandé de s'engager à ce qu'en mars, au moment de la rentrée, si jamais ils ne sont pas prêts à procéder avec la réforme dans son ensemble, qu'on procède au moins avec tout ce sur quoi on s'est entendus, y compris la question de la reconnaissance de l'ADQ», a affirmé cette source, ajoutant que Mme Marois avait pris cet engagement.

Jean Nobert, le directeur de cabinet du chef adéquistre Mario Dumont, a assisté à cet échange entre M. Charest et Mme Marois, lors d'un ajournement des travaux, hier à l'Assemblée nationale.

Selon M. Nobert, cet assouplissement permettra à l'ADQ d'avoir un chef et un leader parlementaire reconnus, des budgets de recherche et un temps de parole plus important qu'actuellement.

«Il y a une volonté pour que la réforme parlementaire englobe plus de choses, mais aussi que certaines modifications possibles ne soient pas bloquées par la réforme», a-t-il dit.

Avec sept députés et 16 % du vote, l'ADQ ne peut obtenir le statut de groupe parlementaire, les critères actuels étant d'avoir au moins 12 députés ou 20 % des suffrages.

Après les élections, les adéquistes avaient demandé à bénéficier d'assouplissements qui ont obtenu le consensus des trois partis et qui sont contenus dans un projet de réforme parlementaire.

Les libéraux étaient favorables, mais les péquistes souhaitaient plutôt adopter l'ensemble de la réforme parlementaire, ce qui aurait obligé les partis à s'entendre sur d'autres aspects pour lesquels ils n'ont pas atteint de consensus.

Déjà, les adéquistes avaient affirmé que cette exigence du Parti québécois revenait à reporter aux calendes grecques leur reconnaissance parlementaire.

Hier, M. Nobert s'est montré optimiste d'en arriver à un résultat satisfaisant pour son parti, mais il s'est bien gardé de crier victoire.

«Ce sera dans la poche quand ce sera adopté, a-t-il dit. Mais on n'a pas de raison de douter de la bonne foi de M. Charest et de Mme Marois.»

La Presse canadienne

TUDOR
TUDORWATCH.COM

CHRONOGRAPH
Boîtier en acier 41 mm

Bijouterie
Gambard
Vente et service technique
630-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE MONTRÉAL
(514) 866-3876

ACTUALITÉS

Froid sibérien

Le réseau d'Hydro poussé à son extrême limite

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Le froid sibérien qui s'est abattu sur le Québec fait tourner à plein régime les compteurs d'électricité d'Hydro-Québec.

«Le réseau est présentement poussé à la limite, a indiqué le président-directeur général d'Hydro-Québec, Thierry Vandal.

La société d'État a d'ailleurs relancé, pour une période de deux heures hier avant-midi, les activités de sa centrale thermique au diesel de Bé-

cancour. «Ce sont ni plus ni moins des moteurs d'avion qui peuvent être portés à l'intérieur de 10 minutes», a expliqué la porte-parole d'Hydro-Québec, Marie-Elaine Deveault.

Hydro-Québec avait aussi mis en route la centrale thermique de Sorel-Tracy au début du mois. Les centrales thermiques de La Cité et de Cadillac, respectivement situées en Montérégie et en Abitibi, pourraient par ailleurs exceptionnellement être en service ce matin.

Hydro importe actuellement environ 1400 MW d'électricité de ses voisins, notamment de l'État de New York, de l'Ontario et de la Nouvelle-Angleterre, ainsi que de l'aluminerie Rio Tinto Alcan.

Les besoins du Québec en électricité continueront d'augmenter et pourraient atteindre 38 000 MW ce matin, où la demande de consommation

la plus forte est anticipée. Hydro-Québec a réitéré sa demande à la population de réduire au maximum sa consommation d'électricité. Une demande semblable se serait traduite par une économie de 300 MW hier matin.

Hydro-Québec a aussi demandé à plusieurs entreprises d'honorer des contrats où des clauses prévoyant une interruption de service lors d'une période de pointe sont incluses et a ainsi économisé environ 1300 MW.

Les mesures les plus efficaces à appliquer durant ces périodes sont de réduire le chauffage de deux degrés dans l'ensemble des pièces, de réduire l'éclairage à l'essentiel et de limiter l'usage

de l'eau chaude au maximum, selon la société d'État.

Le chauffage et l'éclairage de quelque 500 bâtiments d'Hydro-Québec, situés aux quatre coins du Québec, sont d'ailleurs réduits au maximum durant la nuit, assure la porte-parole d'Hydro Québec.

Une kyrielle de mesures d'économie d'énergie a aussi été mise en place à l'Université de Montréal, incluant l'interruption de l'éclairage de sa grande tour emblématique.

Le Devoir

Manifestation pour la paix dans la bande de Gaza

La CSN et Québec solidaire se dissocient des propos haineux

STÉPHANE BAILLARGEON

Le Comité Québec-Israël (CQI) a demandé et obtenu hier des comptes éthiques et politiques pour les propos haineux tenus lors de la manifestation publique de samedi dernier à Montréal.

«Il y a une longue tradition de non-violence au Québec, mais cette tradition risque d'être minée par des éléments qui ne savent pas manifester tranquillement et dignement, pour lesquels défendre une cause c'est nécessairement vouloir la mort de l'adversaire», a dit au Devoir Joseph Gabay, vice-président du Congrès juif canadien, après la

conférence de presse qu'il coanimait avec Luciano G. Del Negro, directeur général du CQI. «Dans cette marche, on a confondu la solidarité avec le peuple palestinien et la dénonciation d'Israël par la délégitimation et la démonisation.

La manifestation du 10 janvier, appelée par une coalition de plusieurs dizaines de groupes syndicaux, communautaires, religieux et politiques pour «demander un cessez-le-feu immédiat» dans la bande de Gaza, a rassemblé des centaines de personnes dans les rues du centre-ville.

par le CQI sont en arabe. Des propos semblables ont été tenus et dénoncés lors d'une manifestation à Toronto. Un de ses organisateurs a ensuite déclaré que l'accent mis sur les propos de quelques individus extrémistes détournait l'attention des véritables enjeux.

«La CSN ne soutient aucun slogan haineux à l'endroit du peuple d'Israël», dit un communiqué diffusé par la centrale syndicale deux heures à peine après la conférence de presse.

Jointe par Le Devoir, Françoise David, porte-parole de Québec solidaire, a tenu aussi à dissocier sa formation des propos extrémistes tenus

par certains manifestants samedi, tout en contextualisant la participation à cet événement. «Québec solidaire est allé à cette manifestation à cause de la situation humanitaire et politique. Nous sommes confrontés jour après jour au désastre et il fallait aller à cette manifestation pour lancer un appel à la paix, à la solution négociée, à un pays pour la Palestine et à la sécurité pour le peuple israélien.

Jason Kenney, ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme, s'est dit «préoccupé par les allégations d'incitation à la haine et à la violence lors de récentes manifestations au Canada», selon un communiqué diffusé hier.

Le Devoir

AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE TERREBONNE, COUR SUPÉRIEURE, No. 705-05-01498-085. SOUS-MINISTRE DU REVENU DU QUÉBEC, Partie demanderesse, 9046-4116 QUÉBEC INC., Partie défenderesse. AVIS DE VENTE JUDICIAIRE.

AVIS DE DEMANDE DE DISSOLUTION (Art. 37. Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales)

AVIS LÉGAUX & APPELS D'OFFRES • HEURES DE TOMBÉE Les réservations doivent être faites avant 16h00 pour publication deux (2) jours plus tard.

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE ST-HYACINTHE, No. 750-17-00149-086. COUR SUPÉRIEURE (Chambre civile) WILLIAM HOUDE LÉTÉE Demanderesse c. FERMÉ DES HAUTES COLLINES JOSÉ PAQUETTE et JOHANNE FILION Défenderesses solidaires

AVIS DE DEMANDE DE DISSOLUTION (Art. 37. Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales)

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC, COUR FÉDÉRALE, No. GST-4356-06. LOI SUR LA TAXE D'ACCISE REPR. PAR SOUS-MINISTRE DU REVENU DU QUÉBEC, Partie demanderesse, GESTION SERPA 56 INC., Partie défenderesse. AVIS DE VENTE JUDICIAIRE.

REGROUPEMENT DE VILLES DE L'AMIANTE Appel d'offres Programme d'assurance de dommages Des soumissions sont demandées en vue de l'acquisition d'un portefeuille d'assurance de dommages pour les membres du Regroupement de villes de l'Amiante.

ASSIGNATION ORDRE est donné à FERMÉ DES HAUTES COLLINES, JOSÉ PAQUETTE et JOHANNE FILION du commissaire au greffe de cette Cour situé au 1, rue Notre-Dame Est, dans les quarante (40) jours de la publication du présent avis dans le journal LE DEVOIR.

AVIS DE VENTE JUDICIAIRE. PRENEZ AVIS que le 28/01/2009 à 10:00 au 5405 CH. CLEMENT-PESANT, MIRABEL, District de TERREBONNE, seront vendus par autorité de justice, les biens et effets de LINDA GODON, saisis en cette cause, soit: Congélateur, meuble en bois, mobilier de salon, tapis roulant, sècheuse, etc.

AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE (Avis dans le journal: C.c.Q., art. 795) AVIS est par les présentes donné que la suite du décès de Serge Perreault, en son vivant domicilié au 10610, Place Séguin, appartement 1, Montréal, Québec, H2B 2C3, survenu le 20 juillet 2008, un inventaire des biens du défunt a été fait par Chantal Racine, le liquidateur successoral, le 10 janvier 2009, devant Me Hélène Goyette, notaire, conformément à la Loi.

Avis public Montréal Séance publique du Conseil du patrimoine de Montréal Citation à titre de monument historique de la maison Mary Dorothy Molson Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Sudoku par Fabien Savary. Niveau de difficulté : DIFFICILE 1065. Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Avis public Régie des alcools, des courses et des jeux Avis de demandes relatives à un permis ou à une licence Toute personne, société ou association au sens du Code civil peut, dans les trente jours de la publication du présent avis, s'opposer à une demande relative au permis ou à la licence ci-après mentionnée en transmettant à la Régie des alcools, des courses et des jeux un écrit sous affirmation solennelle faisant état de ses motifs ou intervenir en faveur de la demande, s'il y a eu opposition, dans les quarante-cinq jours de la publication du présent avis.

Avis public Montréal Séance publique du Conseil du patrimoine de Montréal Citation à titre de monument historique de la maison Mary Dorothy Molson Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

ACTUALITÉS

Vieillir en protégeant ses capacités intellectuelles

Découverte d'un gène qui prévient le vieillissement du cerveau

PAULINE GRAVEL

Il deviendra vraisemblablement possible de ralentir le vieillissement du cerveau et de prévenir ainsi des pathologies qui y sont associées, comme les maladies d'Alzheimer et de Parkinson, grâce à l'identification d'un acteur-clé de ce processus par des scientifiques du Centre de recherche de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont. Ces derniers ont découvert un gène qui prévient le vieillissement des neurones du cerveau et de la rétine.

Pour arriver à leur découverte, qui fait l'objet d'une publication dans la version en ligne du *Journal of Neuroscience*, les chercheurs disposaient d'un modèle animal: des souris subissant un vieillissement accéléré du cerveau et de la rétine en raison de la mutation d'un gène qu'ils ont identifié comme prévenant les assauts du temps sur la rétine et le système nerveux central. «Chez ces souris âgées de 20 jours, le cerveau et la rétine s'apparentent à ceux de souris ayant vécu deux ans», précise Gilbert Bernier, biologiste moléculaire au Centre de recherche de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont. «De plus, ces souris souffrent de cataracte précoce survenant vers l'âge de 20 jours alors que cette opacification du cristallin n'apparaît normalement qu'à l'âge de deux ans.»

«Une des principales fonctions de ce gène est de réguler les radicaux libres, ces composés qui par un phénomène d'oxydation endommagent les membranes, les protéines et l'ADN cellulaires. Or l'activité des radicaux libres est considérée comme le mécanisme central du vieillissement des organismes», explique le professeur à la faculté de médecine de l'Université de Montréal.

Dénommé Bmi1, le gène que les chercheurs ont isolé active d'autres gènes responsables de la synthèse d'antioxydants, ces substances qui bloquent l'action néfaste des radicaux libres. Lorsque ce gène a subi une mutation — comme chez les souris vieillissant prématurément —, les défenses antioxydantes sont presque absentes, laissant ainsi libre cours aux radicaux libres qui s'accumulent rapidement dans les neurones. Ceux-

ci vieillissent alors de façon accélérée. «Le gène Bmi1 protège donc contre le vieillissement cellulaire, il prévient ainsi le vieillissement du cerveau et de la rétine», résume-t-il.

Toutefois, les chercheurs ont observé dans le cerveau et la rétine, autant chez la souris que chez l'humain, une diminution notable de l'activité du gène Bmi1 avec l'âge. Chez les humains de plus de 70 ans, ils ont mesuré une réduction de 60 à 70 % des niveaux d'expression de ce gène ainsi que de ceux qu'il stimule à produire des défenses antioxydantes.

Ironiquement, «le gène qui nous protège contre le vieillissement voit son activité diminuer à mesure que l'on avance en âge», fait remarquer le scientifique, qui avance l'hypothèse que le gène est victime d'une accumulation de dommages au niveau de son ADN causés par des agents environnementaux. «Nous savons qu'au sein du génome humain, certains gènes (environ 0,5 % d'entre eux) sont plus susceptibles d'être inactivés avec l'âge en raison de leur structure. Nous croyons donc que le gène qu'ils ont étudié ferait probablement partie de cette catégorie.»

Le principal facteur de risque des maladies d'Alzheimer et de Parkinson est l'âge, c'est-à-dire le vieillissement, rappelle Gilbert Bernier, avant d'indiquer que, dans la population normale, 30 % des individus âgés de 80 ans et plus souffriront de la maladie d'Alzheimer. «Si on stimulait les défenses antioxydantes du cerveau pendant le dernier tiers de la vie en agissant sur le gène Bmi1, en préservant sa fonction, voire en la haussant, on pourrait ainsi retarder l'apparition de ces maladies neurologiques associées au grand âge», propose le scientifique.

On pourrait donc imaginer concevoir des molécules qui stabiliseraient, voire allongeraient la demi-vie de la protéine synthétisée par ce gène, ou qui stimuleraient directement l'activité du gène afin qu'il produise plus de protéines. Ces molécules pourraient être administrées à partir de 65 ans, au moment où le programme génétique du vieillissement commence à manifester ses effets.

Le Devoir



Les passagers, gilet de sauvetage jaune enfilé, ont pu quitter l'appareil avant d'être recueillis par les secouristes.

BRENDAN McDERMID / REUTERS

NEW YORK

Un avion s'abîme dans la rivière Hudson sans faire de victimes

Les 155 passagers ont tous pu quitter l'avion après un amerrissage réussi

New York — Les 155 personnes à bord d'un Airbus A320 d'US Airways tombé jeudi dans les eaux glacées de l'Hudson ont toutes pu être secourues, à New York. Le pilote a apparemment réussi à faire amerrir l'appareil après une collision avec deux oiseaux qui avait bloqué les deux réacteurs.

Les pompiers new-yorkais, les gardes-côtes et une armada de bateaux sont intervenus sur les lieux pour évacuer les passagers et membres d'équipage à bord de canots de sauvetage. Selon les secours, les 155 personnes à bord ont pu être sauvées. D'après les pompiers, 78 personnes ont été blessées. La nature des blessures n'était pas connue à ce moment.

Le maire de New York, Michael Bloomberg, a ensuite précisé que les plongeurs de la police avaient dû repêcher certains passagers qui étaient sous l'eau. Le

maire a dit avoir parlé avec le pilote et un passager qui disait avoir été le dernier à sortir de l'appareil.

«Il semble que le pilote ait fait un travail de maître en faisant amerrir l'avion dans le fleuve et en veillant ensuite à ce que chacun puisse sortir», a déclaré le maire. Il a précisé que la plupart des personnes secourues avaient été récupérées immédiatement et avaient pu monter à bord des bateaux de la police, des gardes-côtes et des ferries.

L'avion est tombé dans le fleuve au niveau de la 48^e rue à Manhattan, par l'une des journées les plus froides de l'hiver. Plusieurs navires, dont des ferries, entouraient l'appareil, dont le fuselage de l'avion, immergé jusqu'aux hublots, semblait intact. Il a flotté dans l'eau encore longtemps après l'accident, des membres des équipes de secours marchant sur les ailes, avant de cou-

ler. Les équipes de secours avaient ouvert les portes pour extraire de l'appareil les passagers portant des gilets de sauvetage jaunes.

Selon une porte-parole de la FAA, l'aviation civile américaine, Laura Brown, le vol 1549 d'US Airways avait décollé à 15h26 de l'aéroport LaGuardia à destination de Charlotte, en Caroline du Nord, et est tombé dans l'eau quelques minutes plus tard.

Un porte-parole du Syndicat des contrôleurs aériens a confirmé que le pilote avait signalé un «double choc d'oiseaux» moins d'une minute après le décollage et qu'il s'apprêtait à réaliser un atterrissage d'urgence quand il s'est abîmé dans le fleuve.

Doug Church a expliqué que l'Airbus A320 avait signalé avoir percuté les oiseaux entre 30 et 45 secondes après le décollage de LaGuardia et avait demandé l'autorisation de revenir. Alors que le

contrôleur commençait à orienter l'appareil, le pilote a dit par radio qu'il apercevait un aéroport en-dessous de lui et a demandé ce que c'était. «C'est Teterboro» [dans le New Jersey], a répondu le contrôleur aérien, selon Doug Church. Le pilote a alors demandé l'autorisation d'y atterrir. La dernière liaison radio entre le pilote et la tour de contrôle était l'ordre du contrôleur de se détourner sur Teterboro pour un atterrissage d'urgence.

D'après des témoins, le pilote semble avoir maîtrisé la descente de l'avion, qui s'est presque posé sur l'eau. «J'ai vu un avion de ligne qui descendait, on aurait dit qu'il atterrissait sur l'eau», a expliqué Bob Read, qui a assisté à la scène depuis les bureaux du magazine de télévision *Inside Edition*. «Cela ressemblait à une descente contrôlée.»

Associated Press

Les suites de la crise de la listériose

Le MAPAQ se défend de s'acharner sur les producteurs de fromages de lait cru

FABIEN DEGLISE

Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) s'est défendu hier de malmenager les terroirs du Québec en harcelant indûment les «éleveurs» de fromages au lait cru, comme l'ont dénoncé plus tôt cette semaine plusieurs producteurs.

Pour le MAPAQ, la surveillance de ce pan de l'agriculture doit plutôt être vue comme «un accompagnement des fromagers» dans leur travail, et ce, afin de «s'assurer que les produits mis en marché sont sains et sécuritaires», a résumé le porte-parole du ministère, Clément Falardeau.

«Pour les fromages au lait cru, nous avons un travail à faire sur le plan de l'inspection, a-t-il poursuivi. C'est une procédure normale. Mais il n'y a pas plus d'inspections dans ce secteur qu'à d'autres endroits.»

Pourtant, dans les pages du *Devoir* jeudi dernier, plusieurs acteurs importants des terroirs ont vivement dénoncé l'attitude du MAPAQ qui, dans la foulée de la crise de la listériose qui a frappé le secteur alimentaire l'été dernier, aurait fait reculer les terroirs du Québec d'une dizaine d'an-

nées, par sa mauvaise gestion de l'événement et de ses contre-coups. Des producteurs spécialisés dans les fromages au lait cru ont également critiqué l'acharnement des inspecteurs provinciaux sur leurs produits, et ce, sans motif valable selon eux.

En effet, pour l'année 2006-07, à peine 4,7 % des toxo-infections alimentaires ont été induites par le lait et les produits laitiers, selon le rapport annuel du ministère portant sur ces maladies de la nourriture. À l'inverse, la viande est à l'origine de 35,7 % des contaminations recensées, soit 7,5 fois plus.

Or, malgré cette réalité statistique, le producteur de fromages d'Hébertville au Lac-Saint-Jean, Jacob Lehmann, a indiqué être obligé de composer depuis plusieurs mois avec des inspections hebdomadaires de ses produits alors que des boucheries seraient visitées une fois aux deux ans, selon lui. Une «folie», résume le producteur qui, en décembre dernier, a mis au rancart le lait cru — pour des fromages désormais pasteurisés — afin d'assurer la survie de son entreprise.

Craint par les amateurs de fromages fins, ce changement de

mode de production est également envisagé aujourd'hui pour la première fois de son histoire à la fromagerie du Pied de vent, aux Îles-de-la-Madeleine où, là aussi, les contrôles du MAPAQ deviennent de plus en plus lourds à gérer, a indiqué au *Devoir* cette semaine Stéphane Chiasson, directeur de production. Le fromager estime en effet qu'une «psychose» s'est installée au ministère depuis la crise estivale. «Depuis six mois, je dois faire tester un lot sur deux [alors que dans l'avant-crise, ces analyses étaient aléatoires], dit-il. C'est énorme. Et même si aucun problème n'a été décelé, il faut continuer à faire des analyses.»

«Dans le contexte, on se pose d'ailleurs la question pour la première fois: va-t-on être obligé d'utiliser du lait thermisé [sorte de sous-pasteurisation décriée par les inconditionnels du fromage au lait cru]?, se demande M. Chiasson. Bien sûr, cela va changer radicalement la nature et le goût de notre produit. Mais au moins, nous allons avoir la paix.»

Malgré nos appels, il n'a pas été possible de parler hier au ministre de l'Agriculture, Laurent Lessard, qui, en juillet dernier, annonçait en grande pompe son

intention de voir émerger à l'avenir des terroirs québécois un plus grand nombre de fromages au lait cru. Par ailleurs, le porte-parole de l'institution gouvernementale a rappelé que l'inspection des fromages est une des parties du plan de relance de la fromagerie présenté en octobre par Québec pour annihiler les effets pervers de la crise.

Le Devoir



JACQUES NADEAU / LE DEVOIR

EN BREF

Encadrer le droit de manifester

La Ville de Montréal entend interdire «cagoules, masques et autres façons de se masquer le visage» pendant les manifestations et étendre le règlement sur la prévention des troubles de la paix, de la sécurité et de l'ordre publics à tout le territoire de la métropole. Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) estime que la présence de personnes masquées mène plus souvent qu'autrement à des gestes de violence. Le projet de règlement sera soumis au Conseil municipal lundi prochain. — *Le Devoir*

Prêteurs sur gages sous surveillance

Les exploitants de commerces

de prêt sur gages et d'articles d'occasion sauront lundi soir prochain, à l'issue du conseil municipal, s'ils devront tenir un registre à jour de tous les biens se trouvant dans leur établissement et remettre le document à tout policier qui en fera la demande. Les commerçants fautifs pourraient se voir infliger une amende allant de 300 à 2000 dollars. L'entreprise pourrait quant à elle devoir déboursier de 300 à 2000 \$. La Ville de Montréal souhaite réduire le revendeur de bien volés et du coup les introductions par effraction dans les domiciles. «Des prêteurs sur gages peuvent servir dans plusieurs cas d'acheteurs ou recelers de biens volés» et que dans le «voisinage de ces commerces [de prêt sur gages, on] a constaté une hausse du nombre de vols par effraction», a remarqué Tandem-Montréal. — *Le Devoir*

LOTO QUÉBEC		Résultats des tirages du : 2009-01-14			
6/49	20 35 36 37 39 49	38 compl.			
GAGNANTS	LOTS	GAGNANTS	LOTS		
6/6	0	14 610 793,00 \$	6/6	0	2 000 000,00 \$
5/6+C	7	61 972,70 \$	5/6+C	1	75 000,00 \$
5/6	123	2 913,50 \$	5/6	15	750,00 \$
4/6	7 572	89,60 \$	4/6	711	75,00 \$
3/6	142 687	10,00 \$	3/6	15 443	10,00 \$
2/6+C	98 846	5,00 \$	2/6+C	9 508	5,00 \$
Ventes totales :	20 139 600 \$		Ventes totales :	823 295,00 \$	
Prochain gros lot (approx.) :	22 000 000 \$				
Extra 2813926					
GROS LOT CE SOIR, SUPER 7		En cas de départ entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.			
17 000 000 \$ (APPROX.)					

François Gendron

avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

Sophie DOWNS

Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.

Psychologue clinicienne

ADULTES • COUPLES

25 ANS D'EXPÉRIENCE

514-861-0630
VIEUX-MONTRÉAL

Three Volume Haut Bas Form. Var.

Table of stock market data for various companies, including volume, high, low, and percentage change.

Three Volume Haut Bas Form. Var.

Table of stock market data for various companies, including volume, high, low, and percentage change.

Three Volume Haut Bas Form. Var.

Table of stock market data for various companies, including volume, high, low, and percentage change.

Three Volume Haut Bas Form. Var.

Table of stock market data for various companies, including volume, high, low, and percentage change.

Three Volume Haut Bas Form. Var.

Table of stock market data for various companies, including volume, high, low, and percentage change.

TORONTO NEW YORK

Table showing Toronto and New York market indices: TSX 8879.61 (+191.25), Dow Jones 8212.49 (+12.35).

LES DEVISES

Table of foreign exchange rates for various currencies, including the Canadian Dollar.

COUP D'ŒIL



La Bourse de Toronto

Table of Toronto stock market indices and performance metrics.

Le Marché Américain

Table of US market indices and performance metrics.

Les plus actifs de Toronto

Table of the most active stocks in the Toronto market.

Les plus actifs du Canadian Venture

Table of the most active stocks in the Canadian Venture market.

INDICES QUEBEC

Table of Quebec market indices and performance metrics.

INDICES AMÉRICAINS

Table of US market indices and performance metrics.

AUTRES DÉTACHÉS

Table of other market indices and performance metrics.

ÉCONOMIE

EN BREF

Les ventes de véhicules ont chuté de 7 % en novembre

Ottawa — Les ventes de véhicules automobiles neufs ont diminué de 7 % au Canada au mois de novembre par rapport à octobre, pour s'établir à 129 044. Il s'agit de la baisse mensuelle la plus marquée notée depuis août 2005, a souligné Statistique Canada, hier, en publiant ces données. La majeure partie de ce recul est attribuable à la baisse, de 9,6 % (pour se chiffrer à 64 887), des ventes de voitures particulières. Les ventes de camions neufs (qui comprennent les mini-fourgonnettes, les véhicules utilitaires sport, les camions légers et lourds, les fourgonnettes et les autobus) ont pour leur part diminué de 4,3 % d'octobre à novembre pour s'établir à 64 157 véhicules. Les ventes de véhicules automobiles neufs ont fléchi dans neuf provinces en novembre, avec les diminutions les plus marquées à Terre-Neuve-et-Labrador, au Québec et au Nouveau-Brunswick. À Terre-Neuve-et-Labrador, la baisse a été de 19,8 %, au Québec, de 11,7 %, et au Nouveau-Brunswick, de 11,2 %. En Ontario, le recul a été de 6 %. Pour le mois de décembre, Statistique Canada souligne que, selon les données provisoires de l'industrie, le nombre de véhicules automobiles neufs vendus a chuté d'environ 15 %. — *La Presse canadienne*

La Banque Nationale acquiert Services collectifs Assurance

La Banque Nationale, par le biais d'une de ses filiales, Cabinet d'assurance Banque Nationale, s'est portée acqureur de Services collectifs Assurance, pour un montant non précisé. La banque a expliqué hier, en annonçant cette acquisition, que celle-ci permettra à Cabinet d'assurance Banque Nationale d'ajouter à son actif un portefeuille de plus de 250 entreprises de toutes tailles et de porter ses primes d'assurance collective sous gestion à 50 millions annuellement. Cabinet d'assurance Banque Nationale est un cabinet de courtage multidisciplinaire œuvrant à la grandeur du Québec et détenant une expertise dans le domaine des services financiers et de l'assurance. — *La Presse canadienne*

Shaw hausse son dividende annuel de 5 %

Calgary — Shaw Communications a annoncé une hausse de 5 % de son dividende annuel, après avoir fait état de solides résultats financiers pour son trimestre terminé le 30 novembre dernier. L'entreprise de Calgary avait rapporté mercredi un bénéfice net de 123,1 millions, soit 29 ¢ l'action, pour son plus récent trimestre, une hausse de 10 % par rapport à celui de 112,2 millions, ou 26 ¢ l'action, rapporté pour la même période un an plus tôt. Le chiffre d'affaires trimestriel a totalisé 817,5 millions, une progression d'environ 10 %, par rapport à 743,8 millions un an plus tôt. La hausse du dividende se traduira par un ajout de 4 ¢ l'action au dividende annuel, qui passera à 84 ¢ pour les actions de catégorie B et à 83,75 ¢ pour les actions de catégorie A. — *La Presse canadienne*

La BCE baisse ses taux d'intérêt à 2 %

Francfort — La Banque centrale européenne a décidé d'abaisser hier ses taux d'intérêt d'un demi-point de pourcentage à 2 %. La décision de la BCE de baisser ses taux d'intérêt à leur plus bas niveau depuis décembre 2005 est intervenue alors que la Banque tente d'éviter que l'économie de la zone euro ne plonge dans une longue récession. Cette mesure, en accord avec les attentes du marché, fait suite à une baisse débütée de la BCE, de 3,25 à 2,5 % des taux de la BCE. — AP

Nouvelle intervention bancaire en vue à Washington

FRANÇOIS DESJARDINS

Ça redémarre. Fantaisiste selon certains, inévitable selon les autres, l'hypothèse d'une nationalisation partielle ou complète de Citigroup et de Bank of America dès cette fin de semaine par le gouvernement américain a alimenté les discussions hier à Wall Street, où les investisseurs ont réagi en retranchant près de 23 milliards à la valeur boursière des deux établissements.

Citigroup, qui a bénéficié d'une aide financière de 45 milliards du Trésor américain et va se départir d'une division lucrative, a vu son titre plonger de 15 %, à 3,83 \$. En matinée, le recul se chiffrait à 26 %. Quant à Bank of

America, qui a joué très risqué en achetant la banque d'affaires Merrill Lynch, son action a dégringolé de 18 %, à 8,32 \$, après avoir perdu jusqu'à 28 % en début de journée.

Incarnation financière d'un supermarché où l'on trouve de tout, Citigroup doit présenter vendredi ses résultats du quatrième trimestre. L'établissement devait le publier la semaine prochaine, mais a choisi mercredi de devancer la date. Les analystes y voient une tentative de rassurer les investisseurs à la lumière des rumeurs qui chiffrent à 10 milliards \$US (tous les montants sont en dollars américains) les pertes de Citigroup pour le quatrième trimestre, du jamais vu pour le groupe.

La raison pour laquelle on

semble craindre un effondrement de Citigroup réside précisément dans l'étendue de ses activités, qui vont du simple service bancaire au financement de grosses transactions commerciales en passant par le crédit à la consommation et l'immobilier.

Du côté de Bank of America (BoA), plus grande banque du pays, les préoccupations s'articulent autour de Merrill Lynch, un des principaux acteurs dans l'effondrement du secteur hypothécaire. La récente acquisition de la banque d'affaires, au prix de 50 milliards, pèse si lourd sur les finances de BoA que celle-ci, selon l'agence Bloomberg, aurait demandé hier à Washington de garantir les actifs de Merrill Lynch.

Les déboires appréhendés de ces deux géants ont rapidement contaminé l'ensemble du marché. Cependant, le moral a repris le dessus en après-midi et les pertes matinales se sont transformées en légers gains. Le Dow Jones a pris 0,15 %, le S&P500 a grimpé de 0,13 % et le Nasdaq s'est hissé de 1,5 %.

La Bourse de Toronto, pour sa part, a terminé la séance en hausse de 2,2 %, à 8879 points.

Bank of America, qui a déjà reçu 25 des 700 milliards prévus par Washington comme aide au secteur financier, doit publier ses résultats mardi. Selon le *Wall Street Journal*, la banque pourrait profiter de l'occasion pour annoncer une nouvelle aide du gouvernement américain. Déjà, 350 milliards

ont été alloués, et le président élu, Barack Obama, attend que le Sénat approuve le déblocage de la deuxième tranche de 350 milliards.

Citigroup a indiqué mardi qu'elle va placer son courtier Smith Barney dans une coentreprise avec Morgan Stanley, en échange de 2,7 milliards. Le groupe a déjà reçu de Washington des engagements de 45 milliards, comme aide pour son exposition aux placements toxiques effectués dans le secteur hypothécaire.

BoA et Citigroup font partie du Big Four Banks. Les deux autres, Wells Fargo et JPMorgan Chase, ont reculé hier de 13 % et 6 % respectivement.

Le Devoir

Forum de Davos

Des marchés financiers à jamais changés

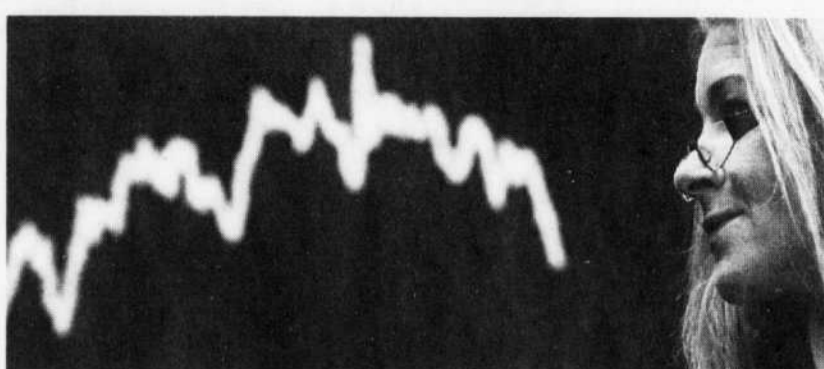
Les responsables dressent quatre scénarios d'avenir, allant du meilleur au pire

ÉRIC DESROSIERS

Les acteurs du monde financier se préparent déjà à l'instauration d'une nouvelle ère faite de stratégies d'affaires plus prudentes, de règles gouvernementales plus sévères et d'une redéfinition des rôles de chacun, rapporte le Forum économique mondial. Reste à voir maintenant si cela mènera à l'établissement d'une meilleure coordination mondiale ou à l'apparition de blocs régionaux, voire à l'isolationnisme.

«Les multiples facteurs à la source de l'actuelle crise financière ont mis des années à se développer et nous demandons aussi plusieurs années à nous adapter à leurs effets à long terme. Les marchés financiers sont changés pour toujours, et nous devons faire face à ces nouvelles réalités de façon ouverte et créative si nous voulons rétablir la croissance économique», observent, en introduction d'un rapport de 86 pages dévoilé hier, les responsables, au Forum de Davos, d'un groupe de réflexion sur le sujet auquel ont participé depuis un an plus de 250 chefs d'entreprises, politiciens, experts et autres têtes d'affiche du secteur.

Il y a bien 10 ou 20 ans que s'aggravaient les grands déséquilibres mondiaux à l'origine de la crise financière en cours, rappelle le rapport. Ces déséquilibres avaient profité d'une conjonction de facteurs dont les plus importants ont été l'adoption de politiques monétaires trop expansionnistes par les pays riches comme les économies émergentes, un parti-pris pour le laisser-faire sur les marchés financiers et un recours excessif au crédit, aussi bien par ses acteurs que par les entreprises et les consommateurs occidentaux.



Pour les fonds privés d'investissement ou les fonds de couverture, les temps s'annoncent difficiles.

«Après plus de deux décennies de croissance exceptionnelles, les institutions financières ont commencé à s'adapter à un nouvel environnement fait de conditions de crédit plus restreintes, de croissance économique plus lente, de gouvernements plus interventionnistes et d'une remise en cause du rythme du processus de mondialisation.» Les banques se préparent déjà à faire face, au cours des prochaines années, à des exigences plus strictes en matière de transparence, de prise de risques et de supervision de l'État. Les temps s'annoncent difficiles pour les autres, comme les fonds privés d'investissement ou les fonds de couverture (*hedge fund*).

Quatre scénarios possibles

L'avenir à plus long terme dépendra notamment de la vitesse à laquelle le pouvoir continuera de glisser des pays développés vers les économies émergentes, et du degré de coopération internationale que l'on réussira à établir, dit le rapport. On entrevoit quatre scénarios possibles d'ici 2020. Le premier

serait l'invention par les pays occidentaux d'un nouveau système mondial mieux encadré, mais toujours libre-échangiste, que l'on pourrait appeler «Bretton Woods II». Les économies émergentes pourraient cependant aussi décider de se distancer du modèle occidental et d'amener plutôt la mise en place de trois systèmes régionaux distincts, forçant les acteurs financiers à se plier à des règles d'inspiration américaine, européenne ou asiatique (chinoise), selon l'endroit où ils se trouveraient.

Le pire des scénarios, selon le rapport, serait que la crise financière tourne au chacun pour soi, au protectionnisme, à l'arbitraire et à la course au plus faible dénominateur commun. Le meilleur, au contraire, serait la reconnaissance par tous, y compris les États-Unis, que les marchés financiers mondiaux ont besoin de règles communes et de mécanismes de coopération établis dans des forums multilatéraux.

Le Devoir

Lueur de décembre dans une année noire pour les fonds d'investissement

GÉRARD BÉRUBÉ

Les fonds d'investissement ont connu une année 2008 particulièrement difficile, avec un repli de 20,4 % de l'actif total. Mais derrière le mouvement général au rachat, qui s'est poursuivi en décembre, s'est profilé un retour des investisseurs dans le segment des fonds dits de long terme.

La vague de rachats nets ayant déferlé au cours des derniers mois a ramené le total des ventes de l'industrie des fonds d'investissement pour 2008 à un maigre 107,8 millions, contre 33,5 milliards en 2007. Il s'agit de la pire performance depuis 2003, une année au cours de laquelle des rachats nets de 521 millions avaient été comptabilisés. Au 31 décembre, l'actif cumulé

compilé par l'Institut des fonds d'investissement au Canada (IFIC) s'est chiffré à un peu moins de 507 milliards, en recul de 20,4 % ou près de 130 milliards sur un an. Dans l'interval, l'actif des fonds du marché monétaire a progressé de 32,7 % alors que celui des fonds de long terme — une catégorie qui abrite les fonds d'actions, les fonds équilibrés et les fonds d'obligations — a chuté de 25,2 %.

À titre de comparaison, l'indice S&P/TSX de la Bourse de Toronto a perdu 35,3 % en 2008.

Ce bilan officiel a été complété par l'inscription de rachats nets de 792 millions en décembre. Sur une note positive, les retraits de décembre ont été inférieurs à ceux de 977 millions de novembre, eux-mêmes plus mo-

destes que les rachats nets de 8,4 milliards d'octobre, pire mois de l'histoire pour l'industrie. Ce qui a fait dire à Pat Dunwoody, vice-présidente, Services aux membres et Communication de l'IFIC, que «décembre a montré des signes positifs». La porte-parole a retenu l'augmentation de 0,3 %, ou 1,7 milliard, de l'actif au cours de ce mois et la baisse des rachats nets par rapport à novembre. De plus, «les ventes de fonds à long terme dans plusieurs catégories, comme celles des fonds d'actions canadiennes et des fonds d'actions mondiales équilibrés, ont augmenté. Il s'agit d'un signal clair que certains investisseurs reviennent sur le marché.»

Le Devoir

Le plan de relance américain devrait être doté de 825 milliards

HUGUES HONORE

Washington — Le plan de relance de l'économie américaine devrait être doté de 825 milliards, dont deux tiers seront affectés à des investissements et le solde à des réductions d'impôts, selon une première mouture du texte publiée hier par la Chambre des représentants.

«Dans les deux semaines à venir, le Congrès va examiner la Loi de reprise et de réinvestissement américains de 2009», a indiqué une porte-parole de l'une des commissions économiques de la Chambre, Kirstin Brost, dans un communiqué.

Le plan de relance se décomposera en «275 milliards de

baisse d'impôts et 550 milliards dans des investissements prioritaires réfléchis et soigneusement ciblés», selon cette première mouture du texte.

La loi devrait être adoptée sans difficulté par la chambre basse du Congrès, où le Parti démocrate dispose d'une large majorité. Le Sénat devait encore proposer hier son propre texte sur le même sujet et le Congrès devait ensuite discuter du texte final.

À quelques jours de la prise de fonctions de l'administration de Barack Obama, le texte dresse un tableau dramatique de la situation économique américaine, pour dire l'urgence de cette loi. Selon lui, «l'écono-

mie est dans une crise inédite depuis la Grande Dépression» des années 1930.

«Notre tâche à court terme est d'essayer d'empêcher la perte de millions d'emplois et de remettre notre économie en mouvement. La tâche à long terme est de réaliser les investissements nécessaires qui donnent la possibilité aux ménages à revenus moyens d'augmenter ces revenus et de bâtir un avenir convenable pour leurs enfants», est-il inscrit dans le projet de loi.

«Le crédit est gelé, le pouvoir d'achat des consommateurs est en baisse, le pays a perdu lors des quatre derniers mois deux millions d'emplois et, selon les prévisions, nous devrions en perdre

encore trois à cinq millions dans l'année», ont constaté ses promoteurs. «Sans ce plan de relance, nous sommes avertis que le chômage pourrait exploser jusqu'à près de 12 %. Avec l'adoption de ce plan, nous allons être face à un grand déficit public dans les années à venir. Sans lui, ces déficits seraient dévastateurs et nous prendrions le risque du chaos économique», a-t-il ajouté, en concédant la nécessité d'une «discipline budgétaire».

Parmi les objectifs du plan de relance, sont cités dans l'ordre: «une énergie propre, efficace, américaine» (54 milliards), «la science et la technologie» (16 milliards), «la modernisation des routes, des ponts, des transports

et des voies d'eau» (90 milliards). S'y ajoutent «l'éducation» (141,6 milliards), «des réductions d'impôts pour rémunérer le travail et créer des emplois» (pour 95 % des salariés et de nombreuses entreprises), «la baisse des coûts de la santé» (24,1 milliards), «l'aide aux salariés touchés par la crise» (102 milliards), et «la sauvegarde des emplois du service public et la protection des services vitaux» (91 milliards).

Le projet de loi insiste enfin sur le fait que «l'argent du contribuable est dépensé de manière avisée et que les Américains pourront voir les résultats de leur investissement.»

Agence France-Presse

Dévoilement du plan d'affaires des professionnels des communications

Le CICQ mise sur la promotion de l'industrie

CLAUDE TURCOTTE

L'industrie des communications, qui regroupe au Québec 60 000 professionnels œuvrant en publicité, en marketing, en relations publiques, en cinéma, en design graphique et en communication, est tellement fragmentée qu'elle n'est pas reconnue comme industrie, ni comme un partenaire essentiel dans l'affirmation de l'identité culturelle québécoise. Elle a donc décidé de se serrer les coudes pour faire face à une concurrence qui vient de plus en plus d'ailleurs.

Le Conseil de l'industrie des communications du Québec (CICQ), qui regroupe les neuf principales associations œuvrant dans ce champ d'activités, a présenté hier un premier plan d'affaires pour l'ensemble de cette industrie qui représente tout de même 1300 entreprises, dont 1000 comptant moins de cinq employés, pour un marché de 5,2 milliards, dont 2,5 milliards en investissements dans les médias (création, production et achat média) et 2,7 milliards en investissements hors médias, c'est-à-dire en relations publiques, en marketing, en promotion, pour Internet, les salons et les foires.

Le CICQ travaille à ce projet depuis plusieurs années. La première grande étape a été la présentation en 2007 d'un portrait général de cette industrie. Pour ce qui est de ce plan d'affaires, Michel Desjardins, président du conseil, explique que le but était de créer un consensus à partir de multiples visions, de dégager des pistes d'action en vue de rallier l'ensemble des forces vives. «L'industrie ne peut plus être à la remorque des changements du marché. Elle doit dorénavant prendre les devants sur ces changements afin d'en faire autant d'occasions de développement», dit-on en conclusion de ce plan d'affaires.

La belle époque des années fastes de Jacques Bouchard, qui fut en quelque sorte l'inventeur de la publicité québécoise, est révolue. Le marché a changé, les centres décisionnels de nombreux acheteurs de publicité ne sont plus à Montréal, mais ailleurs, souvent à Toronto. Cette industrie des communications «exploite timidement» les marchés extérieurs, avec moins de 15 % de ses revenus venant de l'extérieur du Québec. Les revenus stagnent et ses parts de marché sont en baisse sur les marchés canadien et international.

Le plan d'affaires propose donc la mise sur pied d'un service de promotion de toute cette industrie, en commençant par rassembler les forces vives de l'industrie autour d'objectifs communs, en accroissant le savoir et les connaissances de ses professionnels et en se positionnant pour faire rayonner l'industrie dans ses marchés cibles. Le CICQ se fixe un délai de trois ans, à partir de maintenant, pour atteindre ces objectifs.

«La partie n'est pas gagnée pour autant, a prévenu M. Desjardins. Un plan d'affaires, c'est une intention, une voie qui se trace, un plan de match. Nous avons réussi à nous parler, à nous comprendre, à nous entendre sur des éléments-clés d'une stratégie de développement. Maintenant, il faut avec détermination et persévérance passer en mode réalisation, ce qui implique une mobilisation générale.»

Le Devoir

ÉDITORIAL

CONFLIT À GAZA

Pauvre collatéral!

Alors que des signaux annonçant des progrès diplomatiques étaient envoyés du Caire, l'armée israélienne a poursuivi son pilonnage, allant jusqu'à bombarder l'immeuble abritant des journalistes, un hôpital et une agence de l'ONU. Laquelle? L'Agence de l'ONU pour l'aide aux... réfugiés! La UNRWA.

Depuis qu'il est secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon s'est fait la réputation d'un homme posé, tout ce qu'il y a de pondéré, voire trop discret. Hier, après l'envoi d'obus sur l'édifice de la UNRWA, il s'est dit «scandalisé». Il y a tout lieu de l'être, car à la suite de ce fait militaire le directeur de cette agence à Gaza a soutenu qu'il n'avait pas d'autre choix que de suspendre les activités d'aide aux civils, que tout un chacun sait plongés dans une crise humanitaire.

À preuve, les derniers avertissements lancés par la Banque mondiale et surtout l'Organisation mondiale de la santé, elle aussi rattachée à l'ONU, qui assurent que les dommages infligés au réseau d'aqueducs, aux égouts ainsi qu'à la distribution d'électricité, avec ce que cela suppose de difficultés supplémentaires pour les hôpitaux, font craindre des épidémies. On s'en doute, avec près de 5000 blessés, les réserves de vaccins, médicaments et autres se sont réduites comme une peau de chagrin que seule une ouverture des frontières à des convois humanitaires autorisés par les gouvernements tant israélien qu'égyptien pourrait renverser.

À ce propos, une lueur d'espoir a été constatée dans la journée d'hier alors que des acteurs égyptiens mêlés aux négociations amorcées par le président Hosni Moubarak ont annoncé que les délégations du Hamas et d'Israël avaient accepté le principe d'un cessez-le-feu tout en indiquant vouloir discuter d'un certain nombre de points. Bref, il est possible qu'une entente soit signée dans le cours de la fin de semaine, comme il est possible que...

Comme il est possible que le premier ministre Ehoud Olmert décide de faire le service minimum, si l'on ose dire, en attendant que Barack Obama s'installe à la Maison-Blanche, dans le courant de la semaine prochaine. Car parmi les faits inhérents à cet énième conflit dans la région, il y a celui-ci, particulièrement important: les personnes composant le *brain-trust* chargées de conseiller Obama sur le Moyen-Orient et qui ont presque toutes participé à des discussions avec les différentes parties lorsque Bill Clinton était président suggèrent un bouleversement dans l'approche des problèmes.

Selon eux, aucune paix durable entre Israéliens et Palestiniens ne peut être envisagée tant et aussi longtemps que l'on n'aura pas amorcé de discussions avec l'Iran, tant et aussi longtemps que la Syrie et Israël ne seront pas parvenus à un accord. En fait, ce que ces personnalités proposent revient à un bouleversement dans la hiérarchie des dossiers observée jusqu'à présent.

Lorsqu'on prend en considération cet aspect, lorsqu'on sait qu'Obama s'installera à la présidence dans quatre jours, il n'est pas besoin d'être grand clerc pour formuler l'hypothèse que le gouvernement Olmert doit jongler avec l'idée d'attendre encore quelques jours avant d'apporter une modification à l'opération en cours. Bref, la dimension humanitaire ne va pas peser lourd, contrairement, il va sans dire, aux calculs politiques.

OMAR KHADR

Qu'on le rapatrie!

Ily a des années qu'Omar Khadr aurait dû être rapatrié, comme l'ont tous été, sans exception, les «combattants ennemis illégaux» occidentaux détenus à Guantánamo. En lieu et place, le premier ministre Stephen Harper s'est obstiné à faire la sourde oreille aux appels croissants en faveur du rapatriement du jeune Canadien, au prétexte que le Canada n'avait pas à s'immiscer dans le système de justice américain.

M. Harper gouverne-t-il sous vide? La prison de Guantánamo, qui ne fait justement pas partie de la justice américaine régulière, constitue notoirement une entorse criante au droit international, un *no man's land* judiciaire qui a été l'objet, de façon récurrente, de soupçons de torture contre les détenus, ou à tout le moins de techniques d'interrogatoire abusives. Qui plus est, ses règles et ses procédures ont été à plusieurs reprises contestées, souvent avec succès, devant les tribunaux américains, y compris devant la Cour suprême.

Sauf erreur, M. Harper pourrait ne plus pouvoir encore longtemps prendre les Canadiens pour des crédules. Barack Obama, qui deviendra mardi prochain, en grande pompe, président des États-Unis, s'est engagé à fermer la prison de Guantánamo; il devrait le confirmer rapidement. Des quelque 250 détenus qui s'y trouvent, une trentaine ont été soumis à des procédures judiciaires, dont Omar Khadr, arrêté en 2002 en Afghanistan, alors qu'il avait 15 ans, et transféré dans l'enclave cubaine sous l'accusation de meurtre pour avoir lancé une grenade sur un soldat américain.

Il faut maintenant à M. Obama trouver une solution de remplacement au régime d'exception et aux commissions militaires sous lesquels le procès de M. Khadr, qui a aujourd'hui 22 ans, devait en principe s'ouvrir dans un peu plus d'une semaine. On s'attend à ce que, dans un premier temps, le nouveau gouvernement américain suspende les procédures afin de réexaminer les dossiers de chacun des prisonniers. Des rumeurs veulent que soit ensuite créé, en sol américain, un nouveau système d'exception sous lequel la liberté procédurale serait plus grande qu'en Cour fédérale pour juger des hommes comme Khalid Cheikh Mohammad, cerveau présumé du 11-Septembre, contre lesquels les accusations seraient maintenues.

En ce cas la crédibilité de M. Obama et de ses promesses emphatiques de changement en souffrirait. S'il veut véritablement prendre ses distances de la politique de son prédécesseur, le nouveau président n'empruntera pas cette voie. Pour ce qui concerne Khadr, on imagine mal que M. Obama veuille voir se tenir aux États-Unis le procès d'un ancien enfant soldat. À l'évidence, Washington va exercer des pressions sur Ottawa afin que le jeune homme soit rapatrié et pris en charge par la justice canadienne. Le plus tôt sera le mieux. Six ans qu'Omar Khadr paye sa dette, si tant est qu'il en ait une à payer, dans les geôles de Guantánamo.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires MANON BÉLAND



LETTRES

Gaza: le prix d'une vie humaine

Selon Lise Noël, les médias accordent une importance démesurée aux événements qui se déroulent à Gaza, alors que d'autres conflits dans le monde devraient attirer notre attention. Sans minimiser l'importance des guerres en Afrique ou ailleurs, faut-il rappeler à Mme Noël qu'Israël est un État reconnu et soutenu par les démocraties occidentales? Quand les dirigeants élus de cet État décident de bombarder et de tuer des centaines de civils, nous voulons en être informés et en examiner les justifications. Cela n'a rien à voir avec une présumée «indignation sélective» à l'égard des Juifs.

Ainsi, selon l'auteure, «sans nuances, on compare le nombre de morts des deux côtés et les moyens militaires dont chacun dispose [...] s'il y a démesure dans cette histoire, elle n'est pas là où l'on croit. Un sérieux examen de conscience s'impose à gauche». Sous-entendu, donc, votre indignation frise l'antisémitisme. Comment cela est-il possible et quelles nuances négligeons-nous de faire? Eh bien voilà: «Il y a dans le monde 1,5 milliard de chrétiens, 1,3 milliard de musulmans et seulement 13 millions de Juifs.» En évoquant ce type d'argument, Mme Noël laisse entendre qu'une seule vie de Juif vaut bien 100 vies de Palestiniens musulmans ou chrétiens. Malheureusement, c'est un raisonnement qui alimente le fanatisme et la haine des deux côtés.

Pierre René Dansereau
Montréal, le 14 janvier 2009

Affaiblir le Québec

La conclusion du groupe d'experts canadiens sur la question des valeurs mobilières canadiennes est grave pour le Québec, à plusieurs égards. Grave, car elle

exprime directement la volonté annoncée depuis des mois par le gouvernement conservateur, qui souhaite publiquement mettre en place une Commission des valeurs mobilières unique pour l'ensemble du Canada. Grave, car cela amputerait le Québec d'un levier important de contrôle de son système financier, éliminant du même coup la possibilité d'identifier des erreurs ou des crimes de son système financier. Grave, car l'on cherche encore une fois une manière d'affaiblir économiquement le Québec par le démantèlement de l'outil de contrôle de son système financier pour le mettre entre les mains d'une entité étrangère basée à Toronto.

Après le déménagement de nombreux sièges sociaux vers Toronto, voilà que l'on cherche maintenant à centraliser l'ensemble des leviers de régulation de l'économie canadienne vers la «véritable» capitale canadienne.

Le gouvernement du Québec doit donc se lever et dénoncer publiquement cette nouvelle tentative de centralisation vers l'Ontario. Il doit également avertir le gouvernement Harper que ce n'est pas en créant des comités ayant un mandat tronqué et des conclusions pipées d'avance que cela va lui donner le mandat populaire pour aller de l'avant avec son idée centralisatrice qui ne serait aucunement à l'avantage du Québec.

Olivier Lemieux
Longueuil, le 14 janvier 2009

Le clivage linguistique au Québec

Les données linguistiques du recensement de 2006 dévoilées mardi nous donnent l'occasion de jeter à nouveau un coup d'œil sur l'échange épistolaire plutôt abrasif entre le mathématicien

Charles Castonguay et le démographe Michel Paillé, dans les pages du *Devoir* (27-28 décembre, 5, 8 et 10 janvier). Ce que Statistique Canada vient tout juste de nous répéter encore cette année, c'est que la très grande majorité des immigrants au Québec s'installent dans la région de Montréal, là où le français est en inéluctable déclin à la fois en tant que langue maternelle et langue la plus souvent parlée à la maison.

L'organisme fédéral indique par ailleurs une très légère progression de l'anglais, malgré une forte augmentation dans la sélection d'immigrants ayant déjà une bonne connaissance du français avant leur arrivée. On a donc peine à comprendre pourquoi le professeur Paillé reproche tant à son collègue Castonguay de privilégier l'étude de la situation montréalaise. N'observe-t-on pas un clivage linguistique croissant et inquiétant entre la métropole et les autres régions?

L'avantage de l'anglais dans le bilan de l'assimilation à Montréal est réduit de moitié lorsqu'on considère l'ensemble du Québec, clame M. Paillé. Fort bien. Mais ses résultats eux-mêmes le montrent: même en diluant Montréal dans l'ensemble du Québec et même si la communauté anglophone ne représente que 9 % de la population, la prédominance assimilatrice de l'anglais demeure. Tant qu'à y être, pourquoi s'arrêter là?

Combinons les données des 7,7 millions de Québécois avec celles des 65 millions de Français. On pourra alors s'extasier devant des chiffres sur l'assimilation pour l'ensemble Québec-France affichant une situation globale très favorable au français. Le problème de la déficience du pouvoir d'attraction du français à Montréal se sera alors volatilisé dans la nature. Ah, ces alarmistes...

Christian Gagnon
Montréal, le 15 janvier 2009

LIBRE OPINION

Welcome!

MICHEL BRETON
Sainte-Anne-des-Plaines

Depuis plus de deux ans et demi, je réside à Portland, dans l'État de l'Oregon, pour mon travail. Je m'exprime donc plutôt bien dans la langue de Shakespeare. Comme j'enseigne également une journée par mois au Québec, j'y reviens régulièrement. Chaque fois que j'entre dans ce pays par Vancouver, ou même Montréal, j'ai un choc. En fait, je suis choqué par le manque de considération envers le citoyen de langue française que je suis par ce pays prétendument bilingue. Le bilinguisme canadien est une farce, une farce aux dépens des Québécois, des Acadiens et des Canadiens français de ce pays.

Récapitulons un peu l'entrée au Canada. J'arrive par Vancouver. Je suis devant le comptoir de l'immigration. Sur les panneaux lumineux, on peut lire: «Welcome to Canada, Bienvenue au Canada. Service in english, services en français.» Enfin chez moi, me dis-je! Ma bonne humeur sera de courte durée, car mon interlocuteur à l'immigration, un employé du gouvernement du Canada, ne comprend pas le français. Pour être servi dans ma langue je devrai très souvent patienter une dizaine de minutes, le temps qu'on aille chercher le francophone de service ou un employé dont le

français est limité. Dans les faits, l'air de rien, je reçois le même traitement que celui donné un peu plus loin aux immigrants par des préposés qui offrent un service de traduction en mandarin, en cantonnais, en allemand... Pratique lorsque la correspondance d'un vol est serrée! Et insultant, parce qu'en plus de recevoir un service inégal par rapport au Canadien d'origine anglophone, je me sens traité comme un immigrant chez moi. Pourtant, aux services d'immigration au Québec, tous ne sont-ils pas tenus d'être parfaitement bilingues? Les anglophones n'y sont-ils pas servis «mur à mur» dans leur langue? Ne sont-ils pas minoritaires au Québec? Ne paie-je pas les mêmes impôts que l'anglophone? Deux poids, deux mesures.

Puis, aux services de sécurité (fouilles, rayons-X), une affiche «English/Français». La préposée s'adresse à moi par un «Hi, bonjour». Je lui réponds donc en français, comme il se doit. Redéception! La dame, de toute évidence, ne connaît pas d'autre mot en français que «bonjour»... Je peux dire bonjour en dix langues, dont le coréen. Puis-je prétendre pour autant être multilingue? Mais inversons les rôles un instant. Je suis un Canadien anglais qui débarque à Vancouver. Je vois toutes ces affiches prétendant donner des services en français. Je me dit tout de suite: mais

qu'est-ce que les Québécois ont donc à constamment chialer, à vouloir se séparer de ce beau Canada? Ils ont tous les services dans leur langue! Que veulent-ils de plus, ces enfoirés?

Maintenant, c'en est au point où, lorsque je quitte le Québec, à l'aéroport à Dorval (j'omets ici volontairement le nom qui nous a été imposé pour cet aéroport), on s'adresse à moi plus souvent qu'autrement en anglais seulement. «Hi.»

Si je veux faire respecter mon droit de vivre dans ma langue, je dois subir humiliation sur humiliation. Celle d'être un citoyen de seconde zone, même chez moi, au Québec! Je rappellerai à tous les citoyens canadiens qu'en France, ce n'est pas «chez moi». Je me suis déjà fait dire par une préposée au service d'Air Canada de retourner en France si je voulais être servi en français... J'ai entendu à Vancouver l'annonce de mon vol en mandarin et en anglais. De français, point. Le Canada bilingue est une monstrueuse supercherie. Le gouvernement canadien, en plus de bafouer allègrement, depuis le début, les lois québécoises de protection de la langue française, renie en fait ses propres lois sur les langues officielles. Une supercherie qui s'amenuisera à mesure que nous disparaîtrons de la carte de l'Amérique du Nord. C'est pour demain.

IDÉES

Conseil de presse du Québec

Un retrait inadmissible

RAYMOND CORRIVEAU

Président du Conseil de presse du Québec

A lors que les partis politiques québécois font front commun avec d'autres acteurs sociaux afin de ne pas perdre les pouvoirs du Québec au chapitre de l'autorité financière, se déroule une perte de responsabilité très significative dans un autre domaine tout aussi important pour la société québécoise. A quelques minutes des fêtes de Noël, période peu propice à la mobilisation, sept radiotélédiffuseurs privés (Corus, Astral, TVA, Radio Nord Communications, RDS, TQS et MétéoMédia) signalaient au Conseil de presse leur volonté de ne répondre désormais qu'au Conseil canadien des normes de la radiotélévision (CCNR), situé à Ottawa, une organisation établie par l'Association canadienne des radiodiffuseurs (ACR) et reconnue par le CRTC. C'est plus de 35 ans de collaboration avec le Conseil de presse du Québec qui sont ainsi balayés du revers de la main au profit d'une organisation pan-canadienne.

Si nous reconnaissons volontiers aux autres provinces le droit d'avoir une instance de vigie en radiotélédiffusion, nous ne voyons pas pourquoi il faudrait le faire aux dépens du Conseil de presse, reconnu dans le monde et souvent ambassadeur du Québec en matière de déontologie. En quittant le Conseil de presse, ces radiotélédiffuseurs

se tournent donc le dos à 35 ans d'expérience civique, indépendante et tripartite puisque le Conseil de presse regroupe aussi bien les entreprises de presse, les journalistes que les citoyens. Depuis des décennies, le Conseil de presse s'est fait la voix de la société civile québécoise, comme la récente tournée du Québec en témoignage. Comment d'ailleurs prétexter la loi sur la radiodiffusion pour se cantonner dans l'électronique et s'exclure du Conseil de presse puisque cette frontière est désormais caduque? Comment comprendre une telle décision quand les signataires eux-mêmes plaident pour de profondes réorganisations du travail, puisque le passage à l'ère numérique a radicalement changé la donne? Il faut reconnaître ici la sagesse des fondateurs du Conseil de presse qui, il y a 35 ans, ont décidé de couvrir l'ensemble des médias, tant écrits qu'électroniques. A la lumière des expériences récentes dans le domaine financier, ce repli sur soi ne peut qu'inquiéter.

Si la position de ces radiotélédiffuseurs privés nous semble critiquable, elle devient tout à fait inacceptable lorsqu'ils annoncent le refus de toute collaboration avec le Conseil de presse du Québec. Le citoyen ne pourra plus avoir accès à la documentation électronique pour étayer sa plainte, le journaliste ne sera plus défendu par son média et le Conseil de presse ne recevra aucune réponse de ces entreprises de radiotélédiffusion. Pire encore, ces démissionnaires reflètent les coûts de l'analyse des plaintes les concernant aux autres entreprises qui continuent à collaborer au Conseil de presse et à agir comme des citoyens corporatifs responsables. C'est un mur que ces

radiodiffuseurs dressent autour d'eux. Les gens d'ici feront vivre ces entreprises privées qui, dorénavant, ne veulent plus rendre de comptes à la société québécoise.

Soit détacher aussi facilement du Conseil de presse est peut-être aussi le signe que la contribution financière n'était pas suffisamment significative pour développer un sentiment d'appartenance. C'est pourquoi les finances du Conseil de presse ne souffriront pas beaucoup du départ de ces radiodiffuseurs puisqu'ils ne payaient que 20 000 \$ annuellement. Dans le cumul des chiffres d'affaires de ces entreprises, nous sommes dans des fractions exotiques de moins de 1 %. La question n'est pas financière et l'offense est ailleurs, elle est dans l'absence. Le boycott d'une société a toujours été une arme dangereuse et les citoyens sont en droit de choisir qui les protège le mieux en matière de déontologie. Le moins que l'on puisse dire, c'est que la position de ces sept radiotélédiffuseurs est contraire à la volonté exprimée par le premier ministre du Québec lui-même, lorsqu'il parle de protéger et de rapatrier les pouvoirs en culture et communication. Ces radiodiffuseurs tournent le dos au Québec et s'installent dans un régime digne d'une autre époque. La transparence, la reddition de comptes et la réflexion sur notre propre société sont des voies incontournables de la démocratie.

Quoi qu'il en soit, le Conseil de presse continuera à traiter les plaintes concernant les radiotélédiffuseurs parce que nous avons la conviction, surtout après la tournée du Québec, d'être la meilleure institution pour saisir la réalité québécoise et ses particularités.

Treize femmes à la table du pouvoir



LISE PAYETTE

«Nobody can make you feel inferior without your permission» *

— Eleanor Roosevelt

Elles sont 13. Elles forment la moitié du Conseil des ministres du Québec. Une situation exceptionnelle, cadeau de Jean Charest, qui a persévéré dans son désir de se donner un Conseil composé également d'hommes et de femmes, comme il l'avait fait dans son précédent cabinet. Qu'importe la façon dont cette idée lui est venue, le laboratoire qu'elle crée mérite qu'on s'y intéresse de près.

Essayez d'imaginer un Conseil des ministres qui serait composé de 24 femmes et de deux hommes... Ça ferait certainement hurler pas mal de ces messieurs qui ont trouvé à redire sur l'égalité qu'affiche celui que nous connaissons aujourd'hui. Pourtant, la situation inverse, deux femmes et 24 hommes, a bel et bien existé il n'y a pas si longtemps et, ma foi, personne n'est jamais descendu dans les rues pour protester.

Les femmes composant la moitié du Conseil des ministres va-t-il devenir la norme? Personne n'a pris un engagement formel dans ce sens jusqu'à maintenant. Ou est-ce seulement un bon coup en passant, qui n'aura pas de suite? Et que se passerait-il si un jour les femmes se retrouvaient vraiment en majorité au Conseil ou, pire encore, à l'Assemblée nationale? Peut-on imaginer une Assemblée nationale où il y aurait par exemple 110 femmes et une quinzaine d'hommes, ce qui a déjà existé en faveur des hommes, alors que les hommes étaient 117 et les femmes, 5?

Il est encore trop tôt pour affirmer que les femmes assises à la table du pouvoir font une différence dans les politiques gouvernementales. Moi qui ai vécu une situation tout à fait différente, seule en poste, ou à deux par la suite, j'ai affirmé que ce serait le nombre qui permettrait un jour de voir ce que les femmes peuvent apporter de neuf dans ce monde qui en a bien besoin. Nous y sommes. Treize femmes qui abordent un continent inconnu, qui doivent trouver un équilibre raisonnable entre ce qu'elles sont et ce qu'elles ont à faire, ça ne manquera pas de piquant.

Jusqu'à maintenant, les femmes n'ont pas eu une grande marge de manœuvre en politique. Minoritaires au sein du pouvoir, leur préoccupation en était plutôt une de survie, qui exigeait qu'elles ne dérangent pas trop l'ordre établi tout en essayant d'endosser le costume imposé, genre «one size fits all». A 13, les femmes peuvent s'appliquer à ne pas devenir des «hommes politiques», ce qui a été pendant longtemps le prix à payer pour être acceptées par leurs collègues.

Elles peuvent se permettre de retrouver la signification réelle de leur engagement, avec ce que ça comporte de différence par rapport aux hommes qui les entourent. Les femmes, si elles le veulent, peuvent enfin vraiment innover.

Elles portent en elles des idées de femmes, des solutions de femmes, des façons de faire qui n'ont jamais servi dans le domaine public. Elles abordent les problèmes de façon différente et les solutions à leur manière. Les femmes sont mieux préparées que les hommes pour l'administration du quotidien parce que c'est dans cette sphère qu'elles ont développé toutes leurs habiletés à travers le temps.

J'ai lu récemment l'histoire de Debra Lee, la grande patronne de Black Entertainment Networks, qui raconte que le jour où elle a été nommée à son poste, on lui a demandé si elle avait l'intention de permettre à son entreprise de participer à «la journée de nos filles au travail avec nous», une journée qui permet aux mères de se faire accompagner par leurs filles durant leur journée de travail pour leur transmettre la fierté de voir leur mère dans leurs fonctions professionnelles. Sa première réaction a été de dire: nous sommes beaucoup trop occupés. Ce n'est pas le moment d'avoir des enfants qui se promènent dans les couloirs partout... Elle y a repensé toute la nuit et elle a fini par se dire que la réponse qu'elle avait eue était la même que celle de son prédécesseur et que ça avait été pour elle une façon très masculine d'affirmer sa nouvelle autorité. Le lendemain, elle a annoncé qu'elle avait changé d'avis et que les enfants de ses employés seraient les bienvenus. Ça a été sa première décision «différente» de celles de l'ancien patron et, par la suite, elle s'est posée chaque fois la question «en quoi ma décision est-elle différente?». Le résultat est qu'une centaine de petites filles, chaque année, passent la journée à préparer les nouvelles, à les présenter au micro et à apprendre comment se fait la diffusion d'émissions de télévision.

C'est ma proposition à Jean Charest pour le 8 mars prochain. Invitez plein de filles au cœur du pouvoir. Pas seulement au Salon bleu, mais aussi au Conseil des ministres, pour qu'elles voient 13 femmes en action. Pour que les petites filles se voient déjà ministres. Quel beau projet pour la journée des femmes!

*Personne ne peut vous faire sentir inférieure sans votre permission.



SHAUN BEST REUTERS

Le hockey mineur a progressé et s'affine sans cesse

SYLVAIN B. LALONDE

Directeur général de Hockey Québec

Dans vos pages, récemment, François Lacombe, un ancien entraîneur de notre réseau, s'en prenait à notre organisation, qu'il accusait de ne rien faire «pour redresser la barre» et de ne pas donner suite aux projets qui lui étaient soumis. Il en prenait à témoin le faible nombre de Québécois s'alignant au sein de l'Équipe Canada Junior (ECJ) au fil des ans.

M. Lacombe rappelait d'abord le travail de Christian Pelchat en 1982 — il ne mentionnait pas qu'il était alors le président de notre comité provincial de l'excellence — et de sa vision de l'époque par rapport au développement. Il laisse croire que notre fédération sportive a tué dans l'œuf les propositions de cet universitaire. Au contraire, c'est justement sous l'influence de son rapport que mes prédécesseurs ont mis au point notre programme de développement du joueur, lors de la saison 1984-1985. Pour la première fois, la détection du talent s'amorçait avant 15 ans. Ce programme se traduisait par un nouvel encadrement pour les meilleurs joueurs de chaque division, du novice au junior (avec le temps, le programme a été recentré autour des divisions peewee, bantam et midget), que nous appelons maintenant les joueurs de premier niveau dans la classe double lettre. L'initiative était majeure.

Ce programme de développement, appliqué par nos intervenants régionaux, a été sans cesse amélioré depuis ses débuts pour lui donner plus d'ampleur. C'est ainsi que depuis quatre ans, tous les entraîneurs de ces clubs, en plus d'avoir subi une formation appropriée, doivent se soumettre à une session de perfectionnement avant chaque saison. Nous investissons davantage dans les entraîneurs depuis quelques années parce qu'ils constituent l'élément clé dans la progression des joueurs.

Notre direction technique a aussi établi un guide du cheminement du joueur en 2003, réévalué et réédité l'an dernier, en y ajoutant un guide des objectifs pour chaque niveau, qui permet à ces entraîneurs de favoriser une meilleure cohésion et une meilleure progression, année après année, dans leurs interventions (enseignement des techniques et tactiques individuelles et collectives) auprès des hockeyeurs, en tenant compte de leur âge.

Bien plus, nous avons défini en 2003-04 un nouveau principe: la structure intégrée de développement. C'est probablement l'innovation la plus pertinente et la plus prometteuse depuis l'avènement du programme de développement du joueur. Nous avons créé 16 bassins au Québec, chacun chapeauté par une équipe midget AAA, et amené toutes les organisations ayant des activités de développement sur ce territoire (équipes AA, midget espoir et AAA) à nouer des liens solides pour partager des ressources matérielles et humaines, créer des activités communes de formation, échanger des trucs et surtout stimuler les joueurs de tout âge par l'instauration d'un immense sentiment d'appartenance à une équipe AAA. Auparavant, toutes ces organisations locales et régionales travaillaient en vase clos. Nous devrions obtenir d'ici quelques années les fruits de cette meilleure conjugaison de nos forces vives de hockey. En passant, nous n'avons pas eu peur de faire fi de nos propres structures administratives qui divisent le Québec en 15 régions administratives.

Au préalable, la création d'un réseau midget espoir, sous notre gouverne, en 2002-03, a été aussi très féconde. Réservée aux seuls joueurs de première année midget (15 ans) exclus des rangs du midget AAA, cette catégorie compte 29 équipes à l'échelle du Québec. Nous avons réussi à établir des paramètres qui permettent aux équipes de suivre un calendrier d'activités très cohérent sur le plan des entraînements et des matchs qui les amènent graduellement à des temps forts dans l'année: tournois, Championnats provinciaux et, cette année, une participation aux Jeux du Québec. Des centaines de joueurs qui ont transité par ce réseau ont réussi à se faufiler au sein de clubs de la LHJMQ.

De plus, depuis la fin des années 1990, les équipes midget AAA ont toutes graduellement adhéré à des programmes sports-études reconnus par le gouvernement, et la majorité des équipes midget espoir en ont fait autant par la suite, en instaurant un programme sport-études ou de concentration hockey de concert avec des établissements scolaires. Les joueurs de nombreuses équipes de premier niveau dans les autres divisions profitent aussi de cette formation mieux adaptée à leurs objectifs sportifs. En fait, nous avons recensé 70 liens de la sorte à l'échelle du Québec avec le milieu de l'éducation. Ces hockeyeurs appelés à approvisionner les

meilleures équipes provinciales profitent donc d'une exposition nouvelle à un programme enrichi de hockey.

Par ailleurs, certains associent notre faible représentation sur les équipes nationales à un trop grand nombre de joueurs placés dans des équipes de premier niveau ou dans notre secteur de l'excellence. Or, en colligeant les données nationales, nous constatons que cette affirmation ne tient pas la route. Ainsi, 2 % de nos joueurs de division midget évoluent au sein de la Ligue Midget AAA; en Ontario, les joueurs qui s'alignent pour une formation de premier niveau midget constituent 11 % de la clientèle; en Alberta, c'est 5 %, et en Colombie-Britannique, 3 %.

Au cours des 10 dernières années, 1,8 joueur québécois a réussi, en moyenne, à percer l'alignement d'ECJ chaque année. Bien sûr, cette réalité nous déçoit. Notre influence sur le processus de développement est limitée dans la division junior, alors que la LHJMQ laisse ce travail à ses franchises (et à 16-17 ans, un joueur est loin d'avoir fini ses apprentissages); nous ne contrôlerons jamais les choix des sélectionneurs d'ECJ et nous devons toujours faire face à certains préjugés culturels et sportifs envers les joueurs québécois. Mais notre hockey amateur évolue... et pour le mieux: oui, les choses bougent, même si les résistances au changement ont toujours été grandes. La fédération procède régulièrement à la révision de ses programmes et réajuste ses objectifs avec l'appui de tous ses partenaires: nous en sommes ainsi à l'élaboration de notre prochain plan d'excellence 2009-2012 et nous avons interpellé à ce sujet les dirigeants de la LHJMQ, des ligues Midget AAA et Junior AAA et de tout notre réseau de premier niveau pour qu'ils nous accompagnent sur la voie d'une offre de services majorée pour nos athlètes. Nous avons aussi convié plusieurs intervenants supplémentaires, tels les anciens hockeyeurs professionnels et les dépisteurs, à des rencontres de travail.

Nos récents efforts portent déjà leurs fruits puisque nous relevons une augmentation sensible et continue du nombre de joueurs fédérés depuis au moins cinq ans. Nous sommes donc confiants que l'accent porté actuellement au développement du joueur, dans un contexte qui nous soit favorable (ressources supplémentaires et infrastructures suffisantes et de qualité), contribuera à mettre en lumière nos meilleurs joueurs sur la scène nationale.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Stéphane Baillargeon (général), Clairandree Cauchy (éducation), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Pauline Gravel (science), Brian Miles (justice et faits de société), Louise-Maude Rioux Soucy (santé), Alexandre Shields (général), Philippe Papineau (pupitre), information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque (reporter), information culturelle : Michel Belair (théâtre et cinéma), Culture, Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Paul Cauchon (médias), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpetit (titres), Isabelle Paré (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre), information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins (reporter), Eric Desrosiers (reporter), Diane Turcotte (reporter), Dominique Remy (pupitre), information internationale : Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque (reporter), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives), Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes), Michel Garneau (caricaturiste), Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices), Benoît Munger (responsable du site Internet), Emilie Folio-Boivin et Vincent Cauchon (secrétaires à la rédaction), David Dumouchel et Étienne Plamondon-Enmond (commis à la rédaction), DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derrone (Montreal), Olivier Spéclal (Québec), Monique Fohrer (Ottawa), PUBLICITÉ Julie Chretien (directrice adjointe), Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Boisse, Manon Bolland, Marlene Côté, Amélie Maltais, Claire Paquet, Geneviève Pierrat, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebati, Mélisande Simard (publicitaires), Sylvie Laporte, MATHÉMATIQUES Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zematits, INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Luce Houde-Brisebois; Jean-Robert Divers (responsable promotion), ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

ACTUALITÉS

PROVINCES

SUITE DE LA PAGE 1

se mettre au diapason avant de faire face à Stephen Harper, aujourd'hui, lors d'une rencontre de travail de huit heures. Le premier ministre conservateur dit vouloir entendre ses collègues avant de mettre la touche finale à son budget, devant contenir un plan de relance économique. Les déclarations de son ministre des Finances, Jim Flaherty, laissent croire qu'Ottawa songe à réduire encore plus les impôts des contribuables et des entreprises, ce qui inquiète les provinces.

«Les baisses d'impôts ne devraient pas s'apparenter à un exercice de relations publiques», a lancé Gary Doer, du Manitoba, le seul premier ministre néo-démocrate au Canada. «Elles doivent cibler des domaines où elles peuvent vraiment faire une différence pour les Canadiens», a-t-il continué. «Si nous devons avoir des réductions d'impôts, alors il faut cibler les secteurs où le Canada n'est pas compétitif par rapport au reste du monde. Les frais aéroportuaires en sont un exemple.»

Le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard partage cet avis, tout comme son collègue des Territoires du Nord-Ouest, Floyd Roland. «Baisser les impôts relève de la prérogative du gouvernement fédéral», reconnaît Robert Ghiz, qui ajoute cependant que «la priorité doit être donnée aux dépenses. Les réductions d'impôts ne vont pas aider les gens qui n'auront bientôt plus de travail.»

Le premier ministre de la Saskatchewan, Brad Wall, a indiqué au *Devoir* que des baisses d'impôts seraient acceptables «dans la mesure où elles sont responsables et où l'État peut se les permettre dans son cadre budgétaire». Seul l'Albertain Ed Stelmach se dit un inconditionnel des baisses d'impôts pour relancer l'économie. L'Ontarien Dalton McGuinty n'était pas présent à la rencontre d'hier.

En entrevue exclusive avec *Le Devoir* cette semaine, le chef libéral Michael Ignatieff a averti qu'il ne laisserait pas passer un budget accordant des baisses d'impôts généralisées à la classe moyenne. M. Ignatieff s'inquiète justement de ce que le gouvernement conservateur de Stephen Harper réduise de plus en plus l'assiette fiscale du gouvernement fédéral dans le but conscient de réduire sa capacité d'action dans le futur. Avec la réduction de la TPS, Ottawa se prive déjà d'environ 12 milliards de dollars par année en revenus.

Réduire les tracasseries environnementales

Ottawa aura davantage d'alliés s'il décide, comme il le laisse entendre, d'alléger le processus d'évaluation environnementale pour accélérer la mise en chantier de projets d'infrastructure. Tous les premiers ministres qui se sont présentés au micro se sont dit d'accord avec cette idée hier.

«Nous croyons qu'il devrait y avoir une seule approbation par projet», a expliqué le Manitobain Gary Doer. «Regarder l'état de santé de la moule feuille d'érable dans l'Assiniboine quand on veut construire un pont à Brandon [ville du Manitoba que traverse la rivière], ce n'est peut-être pas la meilleure utilisation de notre temps et notre argent», a-t-il raillé. Selon lui, le processus d'évaluation fédéral devrait avoir pré-séance seulement dans le cas d'un projet traversant les frontières. Le Québec et l'Alberta veulent que les processus d'évaluation provinciaux s'appliquent.

Un porte-parole du premier ministre Harper a refusé de confirmer les informations publiées par *Le Devoir* cette semaine à l'effet que les hauts fonctionnaires d'Environnement Canada songent à soustraire tous les projets de moins de 10 millions de dollars à l'évaluation environnementale. «Je ne suis pas au courant des détails. Nous en dirons davantage demain [aujourd'hui], après la rencontre», a dit Kory Teneyck. Il a toutefois ajouté que le gouvernement était «ouvert aux demandes de réduction des tracasseries bureaucratiques et des doublons tout en s'assurant de faire preuve de la diligence requise».

Les premiers ministres provinciaux ont soupé hier avec des représentants des Premières Nations et M. Harper pour discuter de la situation des autochtones. L'entourage de ce dernier n'était pas peu fier d'annoncer aux journalistes qu'en cette période frugale, ils s'étaient fait servir un buffet au coût de 25,95 \$ par personne et du vin à 22 \$ la bouteille...

Aujourd'hui, les premiers ministres auront droit à un exposé économique du gouverneur de la Banque du Canada, Mark Carney. Ensuite, à tour de rôle, les ministres des Finances (Jim Flaherty), des Ressources humaines (Diane Finley) et des Transports (John Baird) viendront discuter des moyens de renforcer l'économie, d'aider les travailleurs et chômeurs ainsi que des investissements possibles dans les infrastructures, les trois sujets à l'ordre du jour.

Par ailleurs, les premiers ministres provinciaux se sont entendus hier soir sur une entente, «révolutionnaire» selon M. Charest, sur la mobilité de la main-d'œuvre. Ils ont aussi concocté un mécanisme de résolution des différends en matière de commerce interprovincial. Chaque province mettra de côté une somme, allant de 250 000 \$ à cinq millions, qu'elle pourrait perdre en cas de non-respect de l'entente.

Le Devoir

GAZA

SUITE DE LA PAGE 1

annoncé la suspension de ses activités dans la bande de Gaza en raison de bombardements à proximité de ses installations.

Le directeur de l'UNWRA, John Ging, a affirmé que l'incendie dans un entrepôt de l'agence avait été provoqué par des bombes au phosphore. Des médecins à l'hôpital al-Quds, également frappé hier, ont eux aussi soupçonné l'utilisation de telles armes.

À Tel Aviv, le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, Ban Ki-moon, s'est dit «indigné» par les tirs sur le complexe de UNWRA. Son hôte, le premier ministre israélien Ehoud Olmert, a présenté des excuses, tout en affirmant qu'Israël avait riposté à des tirs en provenance du site. Selon un communiqué de l'ONU, le ministre israélien de la Défense, Ehoud Barak, aurait plutôt parlé d'une erreur. M. Ban a aussi rappelé hier qu'il condamne les tirs de roquettes sur le territoire israélien depuis Gaza, tirs que l'État hébreu invoque pour justifier son offensive.

Au vingtième jour de son offensive, l'armée israélienne a intensifié hier ses bombardements et pénétré plus profondément dans certains quartiers très peuplés de Gaza, dans le nord de l'enclave, où elle s'est heurtée à des combattants palestiniens.

Dans le quartier de Tal-al-Hawa, l'hôpital al-Quds, où des centaines de personnes s'étaient auparavant réfugiées dans l'espoir d'échapper aux combats se déroulant aux alentours, a été touché par au moins une bombe, qui a déclenché un important incendie et endommagé la pharmacie de l'établissement.

AUTO

SUITE DE LA PAGE 1

Le président d'Hydro-Québec espère que le contrat avec Miljo constituera une «percée» structurante pour le Québec et le «début d'une association plus durable» avec le géant indien de l'automobile.

Miljo procédera à l'intégration des composants de la motorisation hydro-québécoise dans la Indicia, une petite voiture déjà en production dotée d'une motorisation plus conventionnelle. Les essais du véhicule, équipé d'un moteur de 37 kW, dureront deux ans. La petite voiture devrait rouler 200 km avec des batteries Lithium-ion Superpolymer, du type développé par l'ancienne filiale Avestor d'Hydro-Québec. La Indicia, qui est devenue une vedette instantanée du Salon de l'auto, peut atteindre 110 km en vitesse de pointe après une recharge de huit heures sur une borne de 220 V. Elle peut accueillir quatre adultes.

Le Salon du statu quo

Même si on pouvait dénombrer hier 18 modèles hybrides au Salon de l'auto de Montréal, les deux spécialistes que *Le Devoir* avait invités pour analyser la cuvée 2009 estiment que ce n'est pas demain que ces voitures moins énergivores vont dominer la route.

La nouvelle Fusion hybride de Ford et la nouvelle Insight de Honda ont néanmoins volé la vedette du côté des hybrides car Toyota n'avait pas jugé bon de présenter à Montréal ses nouvelles Prius, présentées à Detroit. La grande inconnue, c'est la possibilité que Honda vende autour de 22 000 \$ sa nouvelle Insight à quatre places. En comparaison, sa nouvelle concurrente chez Ford se vendra 32 000 \$.

Pour Pierre Lavallée, l'ancien directeur du Centre d'expérimentation des véhicules électriques (CEVEQ) de Saint-Jérôme, «si un motoriste commence à vendre des hybrides au prix d'une voiture à moteur thermique classique, cela modifiera profondément le marché. Mais ce n'est pas sûr que Honda ou Ford seront capables de fournir une demande élevée, ou même qu'ils le veulent vraiment — ce que vivent les acheteurs de Prius, qui doivent attendre six mois pour obtenir le véhicule désiré.»

Daniel Breton, ancien chroniqueur automobile «vert» et ancien porte-parole de la coalition Québec-Kyoto, qui a aussi été récemment élu candidat du NPD à Montréal, est plus cynique. Il conduit lui-même une Insight depuis huit ans. Il

«Il est inacceptable que des blessés en traitement dans des hôpitaux soient exposés de la sorte», a déclaré hier le président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Jakob Kellenberger, au terme d'une visite de trois jours dans la région. M. Kellenberger a rappelé que toutes les parties au conflit sont tenues de respecter le droit international humanitaire. Les informations en provenance de la bande de Gaza ne faisaient pas état de morts ou de blessés dans l'hôpital al-Quds, mais plutôt d'une situation de panique.

«Nous n'avons absolument pas la capacité de traiter les patients que nous recevons», a affirmé hier le directeur de l'unité des grands brûlés de l'hôpital Shifa, un autre établissement de santé important de Gaza, dans une entrevue à la télévision britannique BBC. Chaque fois que cela est possible, nous envoyons les personnes les plus sérieusement blessées en Égypte pour qu'elles y soient soignées.»

Une explosion, apparemment due à un missile israélien tiré d'un avion, a par ailleurs secoué hier un immeuble de 16 étages du centre de Gaza qui abrite plusieurs médias, blessant deux journalistes de la télévision d'Abou Dhabi, selon cette entreprise.

«Inacceptable»

Le bombardement sur les installations de l'UNWRA a été qualifié d'«inacceptable» par le premier ministre britannique Gordon Brown et par la présidente tchèque de l'Union européenne, tandis que l'ambassadeur de France, Jean-Maurice Ripert, a fait part de la «grave préoccupation» des membres du Conseil de sécurité de l'ONU. La France préside actuellement le Conseil.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Des modèles réduits de voitures courantes. Ce n'est pas demain que ces voitures moins énergivores vont dominer la route.

est d'avis que les constructeurs «voient encore la motorisation hybride comme un marché de niches, celle des écologistes convaincus et, à l'autre extrême, celle des riches consommateurs qui veulent avoir l'air tendance avec de gros SUV hybrides».

Daniel Breton était littéralement scandalisé hier de constater que la seule hybride de Chrysler se retrouve sur une Sapes HEMI. Les moteurs HEMI ont été développés dans les années 70 pour les amateurs de courses d'accélération. Typique aussi de cette tendance déculpabilisante, la limousine hybride Lexus 600, dotée de 480 CV, qui se vend 145 000 \$. C'est celle que Paul McCartney a exigée pour ses déplacements l'été dernier à Québec.

Si on accuse les constructeurs nord-américains de ne pas s'être réorientés à temps vers les hybrides, il faut faire le tour du Salon de Montréal pour constater qu'ils se retrouvent certes derrière les japonais Honda et Toyota mais devant les européens comme Mercedes, SAAB, Volvo et Volkswagen, qui n'ont aucun modèle hybride et qui n'arrêtent pas de miser sur la puissance comme base obligée d'une stratégie de glorification personnelle. Mais d'autres constructeurs asiatiques, comme Mazda, Hyundai, Subaru et Mitsubishi, affichent le même retard de la motorisation hybride.

Le président de l'Assemblée générale des Nations unies, Miguel D'Escoto Brockmann, a de son côté accusé Israël de violer le droit international dans la bande de Gaza. Parmi ces «violations», M. Brockmann, qui prenait la parole lors d'une séance spéciale de l'Assemblée hier, a mentionné les «punitions collectives», l'«usage disproportionné de la force» et l'«attaque de cibles civiles».

La secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice, a fait dire par un porte-parole qu'elle était «profondément préoccupée» par la situation humanitaire «affreuse» dans le territoire palestinien.

Un dirigeant important du Hamas, Saïd Siam, a été tué hier dans un raid aérien à Gaza. Considéré comme un des «faucons» du Hamas, Siam occupait les fonctions de ministre de l'Intérieur à Gaza, où il avait joué un rôle important dans le coup de force qui avait en 2006 permis au Hamas de chasser les partisans du président Mahmoud Abbas et de prendre le pouvoir.

Selon des sources palestiniennes, l'offensive de Tsahal, commencée le 27 décembre, a fait au moins 1097 morts et plus de 5000 blessés.

La police israélienne a signalé de son côté qu'une dizaine de personnes ont été blessées hier par des tirs de roquettes dans le sud de l'État hébreu, près de la bande de Gaza. Depuis le début du présent conflit, treize Israéliens ont été tués, soit neuf militaires dans des combats et quatre autres personnes par des tirs de roquettes.

Le Devoir
Avec l'Agence France-Presse,
Reuters et Associated Press

POURSUITE

SUITE DE LA PAGE 1

les créanciers, en juin, les paiements ont cessé, et ce, malgré la présence d'un contrôleur dans le dossier (RSM Richter). Le 30 décembre dernier, la SONACC a fait appel au tribunal pour recevoir les sommes dues. «Cela fait plusieurs mois qu'il ne paie plus. J'estimais qu'il fallait poser un geste formel», a affirmé hier au *Devoir* le président du conseil d'administration de la SONACC, Florent Gagné.

La situation cause des ennuis financiers à la SONACC. «On a un manque à gagner pour faire face à nos obligations, dont des dettes bancaires», a expliqué M. Gagné. Le printemps dernier, les dettes de la SONACC s'élevaient à 36,7 millions de dollars, dont une somme de 11 millions à rembourser au gouvernement du Québec.

Le gouvernement est concerné au premier chef, puisqu'il doit maintenir la structure publique de gestion qu'est la SONACC tant et aussi longtemps qu'Attractions hippiques n'aura pas relocalisé l'Hippodrome de Montréal dans la couronne nord. Or, Attractions hip-

piques connaît des difficultés financières étant donné que des revenus prévus des appareils de loterie vidéo (ALV) gérés par Loto-Québec dans les salons de jeu adjacents aux hippodromes ne sont pas au rendez-vous. Du coup, le projet de déménagement semble être sur la voie de garage.

Pendant ce temps, Québec continue de soutenir financièrement la SONACC et a entrepris des négociations avec Attractions hippiques pour revoir les termes de la convention de privatisation des hippodromes. «La SONACC est partie prenante des discussions. Plusieurs hypothèses sont regardées, dont la réduction des bourses et des programmes de courses. Tout ça en maintenant les ALV», a reconnu Florent Gagné.

Une rencontre a eu lieu la semaine dernière avec le sous-ministre des Finances, Jean Houde. Un entretien téléphonique entre les parties est prévu aujourd'hui. «Il est question de l'avenir des courses. Notre poursuite n'a pas été conçue comme une monnaie d'échange. Il ne s'agit pas d'une stratégie», a fait valoir M. Gagné.

Il reste que la nouvelle de la poursuite de la SONACC contre Attractions hippiques a causé toute une surprise hier, en Cour supérieure. Lors des audiences sur la requête des hommes de chevaux (la Société des propriétaires et éleveurs de chevaux Standardbred du Québec, l'Association trot et amble du Québec et le Circuit Québec) qui réclament la reprise des courses et le versement des bourses qui constituent leurs revenus, le chef des opérations chez Attractions hippiques, Ian Wecherly, a révélé l'existence de la poursuite de la SONACC.

D'autres témoignages ont soulevé des questions quant à la volonté réelle du sénateur Massicotte et de son entreprise de travailler à un plan de redressement. Du coup, il a été convenu que les audiences reprendront dans deux semaines, lorsque le tribunal entendra les parties sur la pertinence de prolonger ou non la protection d'Attractions hippiques en vertu de la Loi sur les arrangements avec les créanciers.

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courrier abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390